

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 21 FÉVRIER 1978 - N° 637

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

Au delà
de l'optimisme
officiel...

DEFICIT RECORD DU COMMERCE EXTÉRIEUR

A la veille des élections, la nouvelle qui n'a pu être cachée, du très gros déficit du commerce extérieur pour janvier (1,9 milliard), est une grosse épine dans le pied du gouvernement. Raymond Barre avait annoncé fièrement la réduction du déficit commercial de la France en 1977, sur la base des résultats de décembre, omettant de signaler que ceux-ci étaient dus pour une bonne part à la réduction des importations, elles-mêmes liées à l'austérité.

Les résultats de janvier risquent fort de se confirmer comme une tendance, d'autant plus nette que la chute prolongée du franc, qui ne favorise pas forcément les exportations, renchérit les achats de la France à l'étranger.

Ouverture de la campagne électorale

A droite et à gauche empoignade générale

La campagne électorale est officiellement ouverte depuis lundi matin. En réalité, cela fait des mois et des mois que chacun des partis bourgeois essaie de se situer par rapport à l'échéance de mars, multipliant marchandages, manœuvres et racolages. Le spectacle que nous donnent ces partis aujourd'hui tout particulièrement, est édifiant : le jour même où

s'ouvre la campagne électorale, le jour même où tous vont prétendre plus fort encore, être porteurs d'un projet cohérent, les querelles et les magouilles à droite comme à gauche battent leur plein. A droite, c'est jusqu'à l'heure limite des inscriptions des candidatures, dimanche soir, qu'ils ont attendu pour se faire de nouveaux croche-pattes : ainsi de nouveaux giscardiens affronteront des RPR dans les circonscriptions où ils étaient jusqu'alors seuls candidats, et vice-versa.

Le mythe de la droite unie s'il existait encore, vole en éclats. A gauche, le PCF, fait exceptionnel, change l'éditorial de l'*Humanité* en cours d'impression, dans la nuit de dimanche à lundi, pour publier un texte au vitriol de Fiterman. Motif : une petite élection cantonale où le candidat PCF perd à cause du non désistement des socialistes locaux, lesquels insinuent que le PCF avait quelque peu bourré les urnes au premier tour...

Il s'agit là d'anecdotes comme il y en a déjà eu beaucoup, et comme il y en aura d'autres. Elles n'en sont pas moins révélatrices d'une réalité d'ensemble que la campagne électorale va en-

core mettre plus en lumière. Au delà des alliances passagères, nécessaire pour accéder ou pour rester, au pouvoir, chacun des partis en présence est porteur d'un projet différent : capitalisme d'Etat du PCF, «recours» fascisant du RPR, variantes réformistes ou social-démocrates du capitalisme actuel, avec Giscard et Mitterrand. Le décor est mis en place où chacun d'eux vante ses «mérites» et évoque les tares des autres, où chacun d'eux tronque la réalité en préparant les menaces de demain. Face à ceux là, et plus que jamais dans cette campagne électorale, il est nécessaire qu'une autre voix se fasse entendre.

Celle des travailleurs qui savent que quelle que soit l'issue des élections de mars, il faudra lutter demain, et que l'autonomie de la classe ouvrière et des masses populaires par rapport à tous les partis bourgeois de droite et de gauche, est une condition indispensable pour avancer vers le socialisme. Cette voie, c'est celle de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne, qui fournira la véritable alternative face aux empoignades des divers clans bourgeois qui méprisent si bien les préoccupations des travailleurs.

Elections syndicales en Espagne

Succès important
pour les syndicalistes
révolutionnaires



Les premières élections syndicales libres depuis plus de 40 ans, sont en train de se dérouler en Espagne : elles dureront au moins jusqu'à la fin de février. Selon les premiers résultats, déjà nombreux, les commissions ouvrières sur lesquelles le PCE a réussi à établir son contrôle, arrivent, comme prévu, en tête, tandis que les résidus du syndicalisme fasciste sont largement battus. Mais, un des aspects les plus importants de ces élections, c'est sans doute la confirmation de l'existence du courant syndicaliste révolutionnaire. Celui-ci trouve son expression par exemple dans le syndicat unitaire (SU), qui aurait déjà obtenu 2 500 postes de délégués. (Lire en page 12)

Zimbabwe : la Zanu dénonce le «règlement intérieur»

(Lire en page 10)

Chômage : les chiffres de Beullac contestés par l'INSEE

Les chiffres de Beullac selon lesquels le chômage serait en régression, sont si peu crédibles, qu'ils viennent d'être contestés publiquement par le directeur de l'INSEE lui-même. Celui-ci vient de montrer, chiffres à l'appui, qu'il n'y avait aucun recul du chômage. Dans la mesure où les références officielles choisies par l'INSEE sont elles-mêmes révisées en baisse, c'est l'accroissement du chômage qui est confirmé. (Lire en page 4)

CLUB DE LA PRESSE

Ceyrac : les smicards, ça n'existe pas !

Pour Ceyrac, patron des patrons, les smicards ? ça n'existe pas ! C'est ce qu'il a fait comprendre, dimanche soir, au cours du club de la presse. Quand on l'interroge sur le SMIC à 2 400 F, il répond avec mépris : «Pourquoi pas 2 600 ou 3 000 ? Ce n'est pas de trop !». Et quand on lui demande s'il pense qu'on peut vivre avec 1 700 F par mois, il prétend que ceux qui font vivre une famille avec une pareille somme sont rares, car «ils touchent des pourboires» ! A part cela, la France aurait «connu, en dépit des difficultés, la plus forte progression du pouvoir d'achat des salariés... et «sur les 500 000 emplois offerts aux jeunes, plus de 90 % seront des emplois définitifs». Une accumulation de contre-vérités... De toutes façons, a-t-il ajouté, nous serons encore là, après les élections...



Dans la bataille avec les candidats de l'U.O.P.D.P.

NORD

(2^e, 7^e, 8^e
et 11^e circonscriptions)

(Lire en pages 8 et 9)

tribune libre

Pourquoi les écologistes présentent des candidats

Par Jean-Claude DELARUE*

A quelques semaines, quelques jours des élections, il n'est peut-être pas inutile de rappeler pourquoi les écologistes, et en particulier les militants de défense de l'environnement, présentent des candidats. Car avec tout le tintamarre fait autour des problèmes de tactique («les écologistes font-ils le jeu de la droite, celui de la gauche ?»), on finirait par l'oublier.

Alors que les choses sont bien claires : nous présentons des candidats parce que les appareils politiques traditionnels laissent de côté toute une série de problèmes qui sont aujourd'hui au cœur des préoccupations d'un nombre grandissant de Français.

Ces Français s'opposent à la concentration urbaine qui vide les provinces au profit, ou plus exactement aux dépens de la banlieue parisienne : l'Essonne est ainsi passée de 280 000 habitants en 1945 à un million aujourd'hui ! Bien sûr, le gonflement monstrueux de la région parisienne fait les gros profits des promoteurs et des spéculateurs, mais on est bien obligé de constater que la gauche n'a rien fait pour l'arrêter.

Beaucoup de Français contestent la politique de priorité à l'automobile et au poids lourd qui dégrade l'environnement, tue deux à trois fois plus (proportionnellement) que dans d'autres pays européens, et coûte si cher en énergie, en fonds publics, en pouvoir d'achat et en temps de vivre. Là encore, la droite et la gauche sont unies par une sorte de «Programme commun».

Quant à ces exclus de la ville que sont les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées, ils sont tout aussi ignorés par la droite que par la gauche. Si le pouvoir actuel est évidemment le premier responsable, on ne doit pas oublier que le «socialiste» Gaston Defferre a refusé d'adapter le métro de Marseille aux personnes handicapées. Sous prétexte que c'est impossible, alors que le contraire a été prouvé à Amsterdam ou à Washington.

Et la démocratie locale ? Là encore, tous les partis, la quasi-totalité des élus sont d'accord pour refuser le référendum local sur initiative populaire que nous demandons et qui existe en Suisse et aux Etats-Unis. Les élus, quels qu'ils soient, entendent être les maîtres absolus pendant la durée du mandat et n'ont, entre deux élections, de comptes à rendre à personne. On pourrait multiplier les exemples.

De toute évidence, si un ou plusieurs partis prenaient sérieusement en compte les problèmes du cadre de vie, des transports en commun, du bruit, de la préservation des équilibres naturels, du temps de vivre, nos associations n'auraient aucune raison d'intervenir dans la bataille électorale. C'est en cela que — pourquoi pas ? — nous sommes ouverts à la «récupération». A condition bien sûr qu'elle soit réelle, et pas seulement un thème de discours.

D'ici là, nous jouerons autant de temps qu'il le faudra, le rôle de trouble-fête. Et nous continuerons à dénoncer les complicités qui, par-delà les conflits réels mais aussi les luttes d'influence, unissent la droite et la gauche.

* Porte-parole du Collectif Ecologie 78, président de SOS Environnement

Alsace : les dissidents du CERES rejoignent le front autogestionnaire

Le 15 février, des militants du CERES bas-rhinois annonçaient qu'ils quittaient le PS, et créaient un mouvement «Initiative socialiste en Alsace» (Voir QDP du 11.2). Ils viennent d'annoncer, lors d'une conférence de presse, qu'un des membres de leur groupe Jean Jaquinot était suppléant de Claude Ratzman (Front autogestionnaire). Ils expliquent qu'ils ne voulaient pas présenter un candidat de plus : «Cela risquait d'être compris comme une nouvelle division de la gauche... Nous voulons aborder la campagne de façon politique en nous opposant à la solution centrée de gauche». Le PS a vivement critiqué cette initiative.

Des tribunes libres dans Le Quotidien du Peuple

Voici donc la première «Tribune libre» du Quotidien du Peuple. Nos lecteurs se souviennent que la décision de publier ces «Tribunes libres» s'inscrit dans les dix mesures arrêtées par la direction du PCR ml, pour transformer Le Quotidien du Peuple, en faire une arme plus efficace dans la bataille politique de 78.

Les marxistes-léninistes ont indiqué clairement, pour leur part, sur quelles bases ils allaient faire

campagne lors de ces élections, sur quelles bases ils pensaient qu'il fallait rassembler les forces du mouvement de masse, pour préparer les affrontements de l'après 78.

Mais justement au sein du mouvement de masse comme au sein des forces qui se réclament de la révolution, il existe, et c'est normal, des points de vue très différents, voire ouvertement contradictoires. Nous estimons nécessaire que ces points de vue soient confrontés. Une

telle confrontation doit donner à chacun les moyens de juger, et permettre d'éclaircir les problèmes. D'une telle confrontation, doit naître et se construire, la convergence des forces du mouvement de masse, aujourd'hui dispersées, morcelées et donc affaiblies face aux menaces de la droite et de la gauche. Ces «Tribunes libres» doivent, entre autre y contribuer.

Bien évidemment la publication dans nos colonnes

de telles «Tribunes Libres» n'implique nullement notre accord avec tout ou partie de qui est publié. Ces articles n'engagent que leurs auteurs, et notre point de vue, y compris sur le sujet abordé s'exprime régulièrement dans les autres colonnes du journal. Simplement, nous estimons que la publication de ces «Tribunes libres», même si parfois elles expriment un désaccord profond avec les positions de notre parti, doit faciliter le débat, nécessaire, sur les questions de l'heure.

LA CAMPAGNE D'ALSACE

● LEADER RPR EN DIFFICULTÉ

Ernest Rickert était député RPR de la seconde circonscription de Strasbourg. Lors des municipales, lui et son ami le député Radius ont fait les frais des marchandages électoraux.

Ayant été sacrifiés par le RPR, ils ont quitté cette formation. A 24 heures de la clôture des inscriptions Rickert a fait savoir qu'il se présenterait cette fois dans la 1^{re} circonscription. La loi lui interdit en effet de se présenter contre celui dont il était le suppléant (Bord).

Rickert et son suppléant Muckensturm affronteront Grosmann (RPR) qui était Président de l'UJP quand Muckensturm en était le délégué régional ! Cette pluralité de candidatures à droite donne ses chances à Brunschweiler bien que

deux candidats se réclament du PS.

● 11 APPELÉS CANDIDATS DANS LE PUY DE DÔME

Les onze appelés qui ont vu leur inscription invalidée par différents tribunaux administratifs à travers la France ont décidé de tous se présenter dans une circonscription du Puy de Dôme «le seul département où les appelés ont les moyens d'exercer leurs droits civiques», ont-ils dit.

A l'occasion d'une conférence de presse tenue à Strasbourg, un appelé qui a vu son inscription refusée, a affirmé que les candidatures de soldats étaient motivées par la nécessité de témoigner de la sous-information dont est victime le contingent.

Plusieurs organisations dont la CFDT et la FEN de Strasbourg se sont dites prêtes à mener cette affaire à son terme, c'est à dire «si nécessaire» jusque devant le Conseil Constitutionnel.

● DES ENGAGEMENTS PRÉCIS !

Le comité pour la sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin vient d'adresser un questionnaire de quatre pages à tous les candidats en Alsace. Le questionnaire comporte vingt questions sur le nucléaire, toutes très précises, qui ne permettront à personne de se défilier. Des questions sont aussi posées par rapport au canal à grand gabarit, particulièrement sur l'attitude qu'adopteront les candidats en cas de blocage non violent des chantiers de construction.

Enfin, dernière question, sur laquelle plus d'un hésiter

tera : il s'agit d'obtenir du candidat qu'il s'engage à démissionner si les «garanties élémentaires» demandées par 140 communes quant au fonctionnement de Fessenheim, ne sont pas obtenues.

● RICHE CANDIDAT SOCIALISTE

Dans une conférence de presse, le PS du Haut-Rhin a rendu compte de ses frais de campagne, circonscription par circonscription. Cela va selon lui, de 5 000 à 50 000 francs ! Selon le candidat concerné par la dernière somme (Guebwiller), c'est sous le contrôle de la fédération que cinq adhérents du PS financeraient sa campagne personnelle. Comment se fait-il que cet argent n'ait pas été réparti sur toutes les circonscriptions ?

L'importance de la campagne semble dépendre de la fortune des adhérents appartenant à la section du candidat...

Sondage Harris l'Express

Qui s'étonnera que la semaine débute une fois de plus avec un sondage ? Cette fois-ci, c'est L'Express qui l'a commandé à Louis Harris France, qui opère généralement pour Le Matin. «1 000 personnes ont été testées du 9 au 11 janvier dans 100 circonscriptions». Apparemment, la méthode utilisée est la même que celle qui l'avait été par l'IFOP (pour Le Point) et qui avait été fortement contestée par la SOFRES. Cette méthode, rappelons-le, consiste, à partir d'un petit nombre de circonscriptions dites représentatives, de faire une projection sur les autres.

En intentions de vote, les résultats seraient les suivants : 51 % pour la gauche, 45 % pour la droite. Au second tour, les reports des électeurs du

PCF se feraient à 70 % sur les socialistes mais, en revanche, les socialistes ne voteraient pour le PCF que dans 54 % des cas, si la droite est représentée par le RPR et à 50 % si elle l'est par Giscard...

Dans l'hypothèse assez invraisemblable où le PCF se maintiendrait au second tour, même là où le PS est mieux placé et où 80 % de ses électeurs le suivraient sur ce terrain, le PCF obtiendrait 67 sièges (il en a aujourd'hui 74). Le PS, lui, obtiendrait 124 sièges, le RPR 154 et l'UDF 146.

Au total, il y aurait dans ce cas-là une avancée de 9 sièges pour la droite. Si, au contraire, il y a comme c'est possible, désistements réciproques au sein de la gauche, cette dernière obtiendrait, selon le sondage de L'Express, une avance de 12 sièges.

Sanguinetti et l'article 16

A Metz, au siège de la fédération du parti socialiste, dont il est expert sans paraître en être membre, Antoine Sanguinetti a déclaré : «L'armée française a été réorganisée de manière à la rendre apte à un combat à l'intérieur de nos frontières». L'amiral a par ailleurs souligné que «depuis trois ans, il avait un amoncellement de faits précis tendant à montrer que le gouvernement a réinstallé en France des divisions d'infanterie, en fait des CRS perfectionnés. Tout a été mis en place par M. Yvon, Bourges et consciemment ou non par le général Bigeard pour que le président de la République puisse appliquer l'article 16 de la constitution s'il le juge nécessaire après les élections».

On peut s'étonner du ton de M. Sanguinetti. Pour le comprendre il faut savoir que Bigeard est candidat à Toul dans le département voisin. M. Sanguinetti n'a pas expliqué ce qui lui permet d'affirmer qu'au cas où Giscard aurait recours à l'article 16, qui lui donne les pleins pouvoirs, le parti socialiste serait alors du côté de ceux qui s'y opposeraient.

Déroptions aux grèves à la télévision

UNE DANGEREUSE EXCEPTION

● Dans le cadre des émissions «spéciales législatives 78», un débat Peyrefitte-Marchais était programmé depuis un certain temps déjà. Mardi, les techniciens des chaînes de télévision déposaient un préavis de grève de solidarité avec les grévistes de l'Institut National de l'Audiovisuel qui, eux-mêmes, luttent pour l'intégration de tous les vacataires.

D'ordinaire, quand la télévision est en grève, les téléspectateurs assistent à ce que l'on appelle «le

programme minimum», c'est-à-dire un film et une émission préenregistrée.

Marchais et Peyrefitte auraient donc manqué une occasion de s'affronter, puisque l'émission est en direct.

La section syndicale CFTD d'Antenne 2 a décidé de faire une dérogation et de permettre que le «Spécial législatives» soit retransmis comme si de rien n'était. Pourquoi ?

Le délégué syndical que nous avons interrogé insiste pour nous dire que cette décision a été prise par la section syndicale après une longue discussion.

«ON NE VEUT PAS SE FAIRE FUSILLER»

«On ne veut pas se faire fusiller» nous dit-il. Mais par qui ? A chaque fois qu'une émission de ce type est annulée à cause de nous, nous dit-il en substance, nous sommes critiqués par la droite jusqu'à l'extrême gauche, jusqu'à la Ligue...

Ce n'est pas la première fois que dans la période récente, le problème se pose. On se souvient qu'en décembre devait être projetée l'émission «Les Français et les partis politiques» dans le cadre de l'émission «Les dossiers de l'écran». Or une grève de solidarité avait entraîné l'annulation de l'émission *in extremis*, ce qui avait fait entrer Marchais dans une profonde colère. Celui-ci déclarait : «C'est toujours sur moi que ça tombe.» Pourtant, cinq autres per-



Marchais et Peyrefitte se montreront à la télé, malgré la volonté de lutte des travailleurs d'A 2 en solidarité avec ceux de l'INA.



sonnalités politiques étaient programmées le même jour ainsi que soixante Français ! Une enquête du *Quotidien du Peuple* montrait que tout au long de la journée la CGT et le PCF d'Antenne 2 avaient fait pression sur le SURT (Techniciens de la télévision) pour qu'ils reviennent sur leur décision, sous prétexte que le secrétaire général du PCF était de la fête. Le SURT ne céda pas et l'émission fut remise.

Cette fois-ci, le SURT a réagi autrement. Si l'émission ne passe pas, dit-il, on peut être sûr que Peyrefitte parlera le lendemain à la télévision en tant que ministre de la justice, alors que Marchais ne pourra pas lui répondre. Il est vrai que jusqu'à nouvel ordre la droite a plus accès aux moyens «d'informations» que l'opposition. Mais la logique souhaitée par le PCF ne risque-t-elle pas de conduire à faire des déro-

gations à la grève à chaque fois que l'opposition est programmée ?

Une question se pose pour l'émission programmée pour lundi, celle de savoir si la décision de la section syndicale d'Antenne 2 est le résultat de pressions du PCF. Le délégué syndical de la télé que nous avons interrogé nous assure que non, tout en ajoutant qu'il est tout à fait conscient que la gauche au pouvoir retirera Gicquel de l'écran mais le remplacera par un Gicquel de gauche qui ne sera pas mieux. «Le problème est que ce soit les travailleurs qui contrôlent la télévision» nous dit-il et non pas tel ou tel gouvernement «Nous nous tenons prêts à lutter quelque soit la coloration de celui-ci».

UNE LOGIQUE DANGEREUSE

On ne peut que se

réjouir de la vigilance dont se réclament les syndicalistes de la télévision quant au contenu de l'information ; mais il peut y avoir dans la décision prise un danger. Sous prétexte de ne pas défavoriser la gauche pour, finalement ne pas avoir à subir ses récriminations, on pratique une dérogation. La gauche ne manquera pas d'utiliser ce genre de situation si elle vient au pouvoir, et le PCF tout particulièrement. N'est-ce pas plus efficace de son point de vue de menacer les grévistes d'une campagne de protestation plutôt que de les affronter ouvertement ? En effet, si l'émission avait été annulée par la volonté des techniciens, on peut être sûr que le PCF n'aurait pas manqué de dire que c'était par exemple un coup de Peyrefitte. Une leçon pour l'après-mars.

François MARCHADIER

Dassault : de bénéficiaire en pot de fleurs

Après les «petites Églises», Marcel Dassault vient de se payer une page de publicité sur les femmes, dans le *Journal du Dimanche* ! Il se déclare favorable à toute une série de mesures dont le but est en fait d'écartier les femmes du marché du travail : supplément familial égal à 65 % du SMIC, pour les femmes au foyer. Et il ajoute : «Les femmes sont aussi intelligentes que les hommes». Mais comme elles sont «plus fragiles», il faut qu'elles restent à la maison ! car dit-il «quel plaisir de mettre des fleurs sur la table» !!

Achetez le *Quotidien du Peuple* chaque jour dans le même kiosque

Les Smicards ? Ça n'existe pas !

Ceyrac au «Club de la Presse» devait inspirer la révolte. Non pas pour son opposition au Programme commun, pas nouvelle : il sait qu'à terme ce serait un moyen pour le PCF de le chasser pour prendre ses places. Non, ce qui écœure, même si, de sa part, on ne peut en attendre moins, c'est son mépris pour les travailleurs. Quand on l'interroge sur le SMIC à 2.400 F, il répond : «Pourquoi pas 2.600 ou 3.000 ? Ce n'est pas de trop !» Si un journaliste lui demande s'il pense que l'on peut vivre avec 1.700 F par mois, il a le culot de prétendre que les gens qui font vivre une famille avec une telle somme sont très rares car ils «touchent des pourboires». Même ce grand bourgeois de Henri de Virieux, responsable du *Matin* a été choqué, après avoir pourtant dit : «M. Ceyrac, je sais que vous êtes un homme de cœur.»



78 : OU VEUT EN VENIR LE PCF

XIII - Recomposition de la bourgeoisie

En même temps qu'il proclame sa volonté de mettre à l'écart de la direction de la société les «monopoles», le PCF développe, à travers toute une série de propositions, sa tentative pour faire fusionner son propre appareil avec celui de l'état bourgeois. La situation en France est différente de celle où s'est trouvée l'URSS. Là-bas, dans le processus d'élimination des cadres du PCUS défendant les intérêts de la classe ouvrière, il s'agissait du rétablissement du capitalisme.

Très ouvertement, depuis son 22^e congrès tenu en janvier 76, le PCF s'est lancé dans une opération de charme en direction des «cadres». Groupe social hétérogène, constitué en plusieurs couches, ceux-ci se voient néanmoins offrir en bloc un certain nombre de garanties et de perspectives. Garanties, tout d'abord, vis-à-vis de la classe ouvrière. Ici, tous les discours sur «l'autogestion» en direction des travailleurs se trouvent ramenés d'un seul coup à du vent. «Reconnaissance, au plus fort du terme (...) du rôle spécifique de l'ingénieur et du cadre, y compris dans leur fonction de commandement»; «Ni ouvrier-roi, ni ingénieur-soumis, ni référendum permanent sur des questions dont la solution dépend de la stricte compétence des spécialistes» (1). Les parcelles plus ou moins étendues de pouvoir sur la classe ouvrière que le capital confie à ses collaborateurs aux différents niveaux leur sont ainsi strictement garanties.

Mieux, c'est un rôle accru qui leur est promis : «La connaissance amplifiée des choses amène les salariés, et évidemment les cadres, à vouloir diriger le cours des choses», «les cadres, les spécialistes, deviennent globalement et personnellement une aide puissante par leurs connaissances au développement économique, social et politique d'un Etat capable d'impulser le progrès» (1). De la sorte, fondé sur le thème de la «compétence», déjà évoqué pour écarter du pouvoir des travailleurs, un avenir meilleur se voit offert à ce groupe social. Car ce n'est pas, dans les conditions que lui fait le capitalisme moderne, l'ouvrier à la chaîne à qui sont données les possibilités d'accéder à la science et à la technique.

En fait, c'est pratiquement jusqu'aux niveaux les plus élevés de l'appareil bourgeois en place que s'étendent les propositions de collaborations avancées par le PCF. Dans l'industrie d'abord : «Vingt-cinq groupes financiers et industriels dominent la société française (...). A la direction effective de ces 25 groupes, on trouve 250 personnes. Et parmi elles, une trentaine se retrouvent dans les directions des groupes les plus puissants» (2). Directeurs de filiales des grands monopoles, PDG d'entreprises de 4 à 5 000 salariés, bourgeois de tout acabit, peuvent dormir sur leurs deux oreilles ils ne font pas partie des trente ennemis que désigne le PCF. A eux aussi, qui ont «de moins en moins de rôle à jouer dans l'élaboration des buts de l'entreprise et des méthodes à mettre en œuvre», Marchais propose de «diriger le cours des choses» (1). Situation semblable, d'ailleurs, dans l'appareil d'Etat : ici, «la masse des cadres — y compris les cadres supérieurs — reste chargée des tâches classiques d'administration». Seule «une petite fraction se voit chargée de ces responsabilités particulières dans les cabinets ministériels et jusqu'à l'Élysée» (1). En clair : tous ceux qui, aujourd'hui, ne figurent pas dans ces cabinets, peuvent espérer y accéder avec le PCF. Peu importe que ayant reçu la même formation, appartenant à la même classe, ils jouent pratiquement le même rôle dans le maintien du système d'oppression actuel.

En somme, il ne s'agit même pas à proprement parler du remplacement de la bourgeoisie actuelle par une autre. Certes, il faudrait que ces messieurs se poussent un peu pour faire de la place à l'appareil du PCF, dont nous avons vu l'appât. Certes, la direction des fonctionnaires CGT souhaite que le recrutement des cadres supérieurs de l'état, au lieu de se faire par l'Ecole nationale d'administration ou Polytechnique, se fasse à partir des universités. Mais ce choix lui-même nous met sur la piste de la manière dont Marchais recompose la classe des exploités : n'est-ce pas tout simplement parce que le PCF se trouve dès aujourd'hui beaucoup plus implanté dans ces universités que dans les deux premiers établissements ?

«Designation des personnalités sûres aux postes-clés» (3). Telle est bien, en définitive, la question : accord ou non avec la conception de «l'intérêt public» que se fait le PCF, avec son projet de capitalisme d'Etat bureaucratique. C'est en fonction de ce critère que les éléments de la bourgeoisie actuellement en place pourraient ou non rejoindre à l'appareil du PCF dans l'entreprise de rénovation du capitalisme qu'il envisage.

Permettons-nous que nouveaux et anciens bourgeois ainsi coalisés enserrant notre existence et notre volonté de lutte dans le carcan d'un Etat capitaliste plus omniprésent que jamais ? Ou il aide au succès temporaire ou à l'échec immédiat, le projet du PCF, ne l'oubliant pas, tire son existence même et sa vraisemblance de la profondeur de la crise que traverse aujourd'hui le capitalisme dans notre pays. Dans une situation, à peu près inévitable dans les années à venir, d'aiguement de la lutte des classes, il pourrait apparaître comme une des rares issues possibles pour maintenir le système d'exploitation en le reconvertissant. C'est dire que la vigilance à son égard, les coups à lui porter dès maintenant, sont une condition essentielle pour que la classe ouvrière fasse aboutir sa propre issue à la crise : la révolution socialiste.

Jean LERMET

(1) «Les cadres aussi». (2) 22^e Congrès du PCF. (3) Congrès de l'UGFF-CGT.

LUTTES OUVRIERES

FNSEA : la Loire-Atlantique ne se considère pas comme exclue

La FDSEA de Loire-Atlantique «ne se considère pas pour l'instant comme exclue» de la FNSEA.

Jeudi (voir Quotidien du Peuple d'hier), la direction du syndicat agricole de Debatisse avait annoncé que son conseil d'administration avait décidé d'exclure la fédération départementale de Loire-Atlantique, sous prétexte qu'elle n'avait pas payé ses cotisations depuis plusieurs années. En fait, il s'agit d'une tentative de Debatisse, support de la droite, d'éliminer le PS et plus largement toute opposition à la veille du Congrès de la FNSEA qui doit s'ouvrir à Versailles le 22 février. Le vice-président de la Fédération de Loire-Atlantique a précisé que la commission «Statuts et conflits» de la FNSEA ayant refusé de statuer sur cette affaire, le conseil d'administration n'était pas habilité à prononcer l'exclusion.

En conséquence, la Fédération de Loire-Atlantique a bien l'intention d'assister au congrès national.

De Wendel liquide les vilebrequins

Les 1 400 ouvriers de l'usine Mavilor à L'Horme, près de Saint-Chamond dans la Loire, risquent d'être licenciés d'ici peu : c'est ce que va sans doute annoncer la direction lors du Comité d'entreprise convoqué pour ce lundi.

De Wendel avait déjà licencié 150 travailleurs quand il a pris le contrôle de cette fabrique de vilebrequins il y a moins de 3 ans. Il a ensuite lié l'entreprise à une firme allemande, Gerlach Werk, qui lui vendait finalement ses vilebrequins pour les moteurs diesels de poids lourds.

Cette fois, il semblerait bien que la direction envisage de liquider Mavilor. C'était la seule usine de vilebrequins en France.

Nardon : les travailleurs bloquent le chantier nucléaire de Dampierre en Burly

Les ouvriers des établissements Nardon (soudure) sont employés depuis plusieurs mois à des travaux sur le chantier de la centrale nucléaire de Dampierre en Burly. Depuis dix jours, ils sont en grève illimitée pour obtenir une augmentation de leur salaire ainsi qu'une somme quotidienne de 120 F destinée à couvrir leurs frais de déplacement, nombreux et longs.

En fin de semaine, la direction confirmait son refus de toute négociation. Aussi, les grévistes ont décidé de durcir leur mouvement en bloquant le chantier de la centrale, dans son entier. L'EDF déposait alors, contre les travailleurs, un référé. Les travailleurs n'ont pas reculé pour autant et poursuivent leur lutte jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Non à leur expulsion du chantier !

Stages formation

On savait que les stages organisés dans le cadre des mesures pour l'emploi des jeunes, étaient sous-payés, mais voilà une fois de plus qu'ils ne sont pas payés du tout. Trente stagiaires de la Compagnie Abeille Paix (rue Taitbout à Paris) embauchés depuis janvier, n'ont encore reçu aucune rémunération ni avance.

Conducteurs de métro

Les conducteurs de la ligne de métro Mairie de Montreuil-Pont de Sèvres à Paris ont fait, en fin de semaine, grève durant une heure trente à chaque reprise de service. Ils exigent un temps de repos en plus pour compenser le travail supplémentaire qui résulte, au bout de chaque mois, des différents «retards» et dont les conducteurs ne sont nullement responsables.

Mis les uns au bout des autres, ces retards peuvent allonger le temps de travail mensuel de 4 à 5 jours, et ce par agent !

Chez Groupaciel et Arm

Les travailleurs des entreprises Groupaciel et Arm (mécanique) dans le département de la Seine et Marne, ont organisé plusieurs débrayages pour protester contre des mesures de licenciements qui doivent intervenir à court terme ainsi que pour réclamer une réduction de leur temps de travail hebdomadaire.

Statistiques de l'emploi

Nouvelle performance de Beullac : il fait l'unanimité contre lui

LE DIRECTEUR DE L'INSEE CONTESTE BEULLAC

● Jeudi dernier, Beullac avait cru pouvoir annoncer la «grande révélation» du gouvernement, à trois semaines des échéances électorales : le nombre de chômeurs, de décembre à janvier, était tombé au-dessous du chiffre «fatidique» du million !

La veille, la conférence de presse des syndicats CGT et CFDT de l'INSEE et d'autres organismes officiels chargés d'établir les statistiques pour le gouvernement avait déjà désamorcé la prestation du ministre. Mais, depuis la fin de la semaine dernière, celui-ci a désormais à son actif une nouvelle performance : celle d'avoir fait l'unanimité contre lui : le directeur général de l'INSEE lui-même vient de contester les chiffres de Beullac !

Malinvaud, directeur général de l'INSEE a fait parvenir une lettre en fin de semaine, à tous les directeurs régionaux, chefs de service régionaux et observatoires économiques de l'INSEE. Lettre que voici dans son intégralité :

«Messieurs les directeurs régionaux et chefs de services régionaux, Messieurs les chefs des Observatoires.

Voici comment vous devez vous exprimer vis-à-vis de l'extérieur au sujet de la statistique des demandeurs d'emploi. L'institut attend :

— La communication de l'ensemble des statistiques du marché du travail en janvier ;

— La confirmation des comptages grâce auxquels doivent être évalués les effets des modifications affectant les procédures de gestion de l'ANPE.

Dès qu'il disposera de ces renseignements, l'INSEE les publiera par ses informations rapides de manière à permettre la comparaison avec les mois précédents. Une nouvelle correction des variations saisonnières sera appliquée aux résultats de janvier et des mois antérieurs. S'agissant de l'effectif des demandeurs d'emploi en fin de mois, et sur la base des informations disponibles, on doit dire que, toutes les corrections faites, il est resté stationnaire entre fin décembre 1977 et fin janvier 1978.

Ce qui revient à dire que

Beullac a donc été beaucoup plus loin que grossir une baisse du nombre de chômeurs : cette baisse, il l'a purement et simplement inventée.

HAUSSE CONSIDÉRABLE DU CHÔMAGE PRESQUE PARTOUT

De plus, les statistiques officielles restant des statistiques officielles, avec tout ce que cela suppose de calculs faussés, malgré la mise au point du directeur de l'INSEE, il est quasi certain que le nombre de chômeurs, de décembre 77 à janvier 78, non seulement n'a pas diminué mais a augmenté. Et d'ailleurs ce sont les statistiques mêmes du ministère du travail (mais examinées régions par régions, donc non publiables trop ouvertement en tant que telles) qui le montrent !

Elles indiquent en effet, une augmentation, du chômage, dans des régions importantes, dans des proportions considérables : 17,8 % en Haute Normandie, 13,4 % en Champagne Ardennes, 10,9 % en Franche Comté, 13,3 % dans le Nord-Pas de Calais, 11,1 % dans l'ensemble des pays de Loire, donc dans des régions qui connaissent déjà une forte proportion de chômeurs.

Seules quelques régions,



Beullac n'a pas de quoi être fier d'un tel bluff sur le nombre de chômeurs.

selon les mêmes chiffres du ministère, seraient en «baisse» : -1,9 % en Ile de France, -3,1 % dans le Limousin, -2,2 % en Auvergne, -1,2 % dans le Midi Pyrénées, -10,7 % en Corse. Outre que ces chiffres, s'ils étaient exacts sont dans l'ensemble ridiculement bas au vu des premiers, on serait curieux de savoir comment ils ont été eux-mêmes établis, notamment en ce qui concerne la Corse et l'Auvergne : pour cette dernière région par exemple on peut noter que l'ANPE de Clermont Ferrand a été choisie comme «ANPE pilote» pour tester la sinistre «ligne emploi» qui permet de ne comptabiliser un chômeur dans les statistiques que 15 jours ou trois

semaines après son inscription ?

A signaler enfin, que toutes les régions non citées plus haut, connaissent sans exception une augmentation du chômage allant jusqu'à 10 %.

A la vue de cette réalité, même FO, qui n'avait pourtant cru devoir s'associer à la CGT et la CFDT pour dénoncer les chiffres de Beullac, annonce une augmentation du nombre de chômeurs, de décembre à janvier de 4 % !

A trois semaines des élections le gouvernement aura réussi pour ce qui concerne le chiffre du chômage, à se mettre tout le monde à dos.

Richard FEUILLET

Luttes aux environs de Melun

Snecma Corbeil : une machine, pas plus !

Depuis plus d'une semaine, 65 ouvriers sur machines transfert de la Snecma Corbeil sont en grève illimitée : ils refusent de travailler sur deux machines à la fois. La direction, bien sûr, essaie par tous les moyens de démontrer «le bien fondé de cette méthode qui pour elle, n'est pas une application autoritaire, mais une expérimentation». Les grévistes répliquent : «Nous sommes conscients que cette méthode, avec tous les risques que cela comporte, peut à très brève échéance, être implantée sur d'autres centres Snecma. Connaissant tous

les problèmes déjà existants et qui ne sont pas résolus à ce jour alors que nous travaillons sur une machine, nous nous sommes prononcés pour le refus catégorique du travail sur deux machines.»

Les grévistes exigent en même temps la limitation des cadences, l'élargissement des temps de pause, la limitation du travail parcellisé et spécialisé...

En majorité non syndiqués, les grévistes ont été appuyés par la CFDT, puis aussi par la CGT, assez réticente au début. Ils ont constitué un comité de grève. Ils popularisent leur lutte auprès des autres

Snecma, comme à Villaroche, où une collecte a réuni environ 4 000 F.

Vous pouvez les soutenir en envoyant des chèques à l'ordre de MM Kozlowski et Carrelet, adressés au CE de la Snecma Corbeil, BP 122, 91 001 Evry-Cédex, Compte BICS n° 4129. 078. 140. ou par virement à la banque BICS Corbeil, 6 place Léon Cassé, 91 100 Corbeil-Essonnes.

Caillebotis industriel

Par ailleurs, les ouvriers du Caillebotis industriel, dans la zone industrielle de Melun-Vaux le Pénil, se

sont mis en grève illimitée depuis le 9 février pour 4 revendications :

— Paiement du salaire avant la fin de chaque mois.

— Refus du nouveau système de salaire

— + 10 % sur les salaires

— 13^e mois figurant comme tel sur la feuille de paie, et non comme prime.

Pour la première fois, les employés se sont mis en grève avec les ouvriers, avec le soutien de la CGT et de la CFDT.

Sud-Arts Graphiques

Enfin, les grévistes de Sud Art Graphiques, occupent toujours leur usine, à côté du Caillebotis, depuis plus de deux mois. Mais le manque de perspective se fait durement sentir.

Simca-Chrysler (Poissy)

LA CSL (EX CFT) AGRESSE VIOLEMMENT UN RESPONSABLE CGT

Le Congrès de la CFT qui s'est tenu il y a quelques mois à Marseille avait comme principal objectif de se refaire une virginité en adoptant le sigle CSL. Il n'avait pas trompé grand monde, d'autant plus que les agressions contre les travailleurs par les membres de cette officine fasciste ont continué depuis.

Il y a quelques jours, nous avons publié une des lettres de menace de mort adressée par la CSL à un délégué CGT de l'usine Alstom Signaux à Saint-Ouen, dans la Seine Saint-Denis. L'officine patronale vient à nouveau de commettre une grave agression contre un travailleur de Simca Chrysler à Poissy, dans les Yvelines, usine où l'ex-CFT tente d'imposer sa loi depuis des années.

En fin de semaine dernière, un ouvrier marocain, de 40 ans, délégué CGT, sortait vers 21 heures de la cantine, pour regagner son poste de travail. Passant dans un atelier, désert à cette heure là, il était violemment agressé par sept nervis connus par le syndicat CGT comme étant des hommes de la CSL. Le délégué CGT, sous les coups, perdait connaissance et devait être conduit à l'infirmerie. Son état nécessitait même son

transport dans un hôpital de Poissy. Le délégué CGT, Hamad Ilich, a un certain nombre de responsabilités syndicales : il est membre de la direction du syndicat CGT de l'usine. En tant que tel, depuis quelques temps, il participait à la lutte de son syndicat contre l'aggravation des conditions de travail et particulièrement l'augmentation des cadences, sur l'ensemble des chaînes. Le rythme de travail a tellement augmen-

té depuis quelques temps que les ouvriers sur la chaîne ne peuvent plus se rendre aux toilettes. Dernièrement, l'un d'eux, devant le refus de son chef de le laisser s'absenter un moment quittait la chaîne malgré tout. Une procédure de licenciement est actuellement en cours contre lui ! Ce travailleur est comme par hasard, candidat CGT aux prochaines élections professionnelles !

Il faut bien entendu voir dans ces différents faits, une pression engagée par la CSL pour décourager un certain nombre de travailleurs de se présenter sur les listes CGT. Ces tentatives sont d'ailleurs, comme l'indique la CGT, directement orchestrées par la direction. Le syndicat CGT de Simca en donne pour preuve le fait que des responsables de la direction ont «conseillé» à certains témoins lointains de l'agression du délégué CGT de ne rien dire.



Imprimerie «La cornouaillaise» (Quimper)

50^e JOUR D'OCCUPATION ACTIVE

Cela fait plus de cinquante jours que les 70 travailleurs de l'imprimerie «La Cornouaillaise» à Quimper occupent leurs locaux de travail, pour s'opposer à la fermeture et aux licenciements. Depuis près de deux mois qu'est intervenu le dépôt de bilan, ils mènent une lutte particulièrement active puisque parallèlement à la popularisation de leur conflit, ils ont décidé de remettre en route les machines, produisant les travaux que leurs commandent par exemple les organisations syndicales CGT et CFDT de la localité et de la région.

Le caractère offensif du

mouvement a d'ailleurs incité des travailleurs de l'imprimerie qui ne participaient pas à l'occupation à rejoindre le mouvement avec enthousiasme.

C'est dans cette situation qu'ils viennent d'apprendre qu'un patron serait intéressé au rachat de la «Cornouaillaise». Il s'agit du dénommé Leroux, ancien de chez Hersant, dont il a, semble-t-il retenu les leçons. En effet, ce monsieur qui possède déjà deux ateliers de photo-composition à Paris (IGF et AGF) ainsi qu'un atelier de photo-gravure à Chilly Mazarin, dans la région parisienne, veut bien racheter les locaux mais

avec l'intention de ne reprendre qu'un nombre limité de travailleurs. Leroux veut avoir cette imprimerie : elle lui permettrait de faire des périodiques, ce qui lui manquait jusqu'ici. Et ce monsieur, pense aussi aux substantiels avantages que lui procurerait le rachat de l'imprimerie : il s'agit bien entendu des primes qu'il va toucher à la «création» d'emplois. Leroux n'a oublié en l'affaire qu'un petit «détail» : l'exigence de l'ensemble des travailleurs, d'être tous réembauchés définitivement.

Ceux-ci proposent même un plan précis de réembauche, le seul dont ils acceptent la mise en pla-

A trois semaines du 1^{er} tour des élections :

LE PCF BRISE LA GREVE DE L'HÔPITAL PSYCHIATRIQUE DE VILLEJUIF

● Mouvement de grève la semaine dernière à l'hôpital psychiatrique de Villejuif, la circonscription où se présente G. Marchais.

La situation s'est en effet dégradée de plus en plus avec la crise dans cet hôpital : on compte souvent seulement 3 ou 4 personnes pour s'occuper de 50 malades, voire une seule personne. La fatigue nerveuse du personnel, les accidents du travail, la pénurie d'effectifs, tous cela retentit directement sur les conditions de vie des malades. Alors que le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter, l'embauche est fermée à l'hôpital psychiatrique... Pour faire passer cette politique, la répression s'est accrue dans les services et contre les syndiqués. C'est tout cela que le personnel a refusé massivement d'accepter, et ce malgré les pressions des médecins et de certains surveillants. Les hospitaliers se sont mis en grève notamment pour les effectifs, pour l'amélioration des conditions de travail, pour le respect et l'extension des droits syndicaux, etc... Le 13 février, 250 travailleurs ont manifesté dans les rues de Villejuif, se regroupant devant le service d'un surveillant particulièrement répressif.

La grève a été reconduite de jour en jour par des assemblées du personnel de plus en plus nombreuses et déterminées, où on remarquait la présence majoritaire de non syndiqués : des piquets de grève se sont mis en place aux portes, des piquets mobiles ont débattu dans les différents services ou ateliers pour associer tout le personnel à l'action, car, compte tenu de la nature de l'entreprise, les soins doivent être toujours assurés.

Très vite, la direction de la CGT tenue par le PCF se trouve débordée. Elle tente de limiter le mouvement pour lui donner comme seul débouché le vote pour Marchais (député de la circonscription).

LA GREVE OU LA DÉMISSION

La manifestation du 13 est détournée, non vers les

entreprises de la ville, mais vers la mairie de Villejuif où le maire PCF accueille les grévistes en leur expliquant que le «changement» est «au bout de l'effort», qu'il faut voter PCF le 12 mars pour la satisfaction des revendications...

Au 5^e jour, c'est l'offensive du PCF pour faire capoter une grève qui dure trop à son goût, ce qu'il n'avait pas prévu au départ. La Commission exécutive et les divers échelons syndicaux de la CGT des hospitaliers ne sont



plus contrôlés complètement par le PCF depuis le dernier congrès de cette fédération. De nombreux travailleurs se démarquant des aegres divers de la ligne du PCF ont été élus par les syndiqués : des aspirations nouvelles commencent ainsi à se concrétiser à l'intérieur même des structures syndicales. Vendredi dernier, la direction syndicale convoque d'urgence la C.E. «pour définir une position précise». Deux positions s'affrontent : celle du PCF qui propose d'arrêter la grève pour d'autres actions telles que les délégations à la préfecture qui ont largement prouvé par le passé leur inefficacité. La seconde position, pour la poursuite de la grève, l'emporte à l'issue du vote. Devant

cette défaite, le secrétaire général use d'un dernier subterfuge pour diviser le mouvement : il déclare qu'il ne peut être le rapporteur d'une telle décision, puisqu'il ne la partage pas !

LE PCF BRISE LA GREVE

L'A.G. qui suit reçoit très mal la décision du secrétaire général, certains parlent de trahison du mouvement. Mais cela n'est pas fait pour étonner. Dès le deuxième jour, le PCF laissait entendre que la grève allait se terminer, un membre de la direction syndicale expliquait même largement qu'il fallait «savoir arrêter une grève», que la clef du problème n'était pas au niveau de la direction de l'hôpital, mais au niveau du ministère, du gouvernement, donc solution le 12 mars...

La manœuvre du PCF contribue à jeter le désarroi au niveau des grévistes, les plus déterminés étant les plus vulnérables sur le plan professionnel (élèves infirmiers, ouvriers non titulaires), l'hésitation des autres risquerait de les isoler. C'est donc la reprise forcée sans avoir gagné sur une seule revendication !

Corr. VILLEJUIF

Val de Marne : violence policière, encore une «bavure»

Alors qu'il rentrait chez lui tard le soir, un enseignant a été la victime d'une nouvelle «bavure» policière. Une voiture est venue lui barrer la route, d'où ont surgi trois personnes armées de pistolets et de matraques. L'enseignant, M. Paris, a fait alors demi-tour pour s'enfuir. Mais mal lui en a pris. Cinq détournés se produisant alors. La voiture est perforée et ses pneus sont crevés. La fuite devient impossible. M. Paris devra suivre ses agresseurs... au commissariat de Villeneuve Saint Georges ! Ceux qu'il croyait être des truands étaient des policiers en civil en patrouille. Après dix heures de garde à vue, menottes aux mains et sous les insultes, M. Paris pouvait repartir, sans pour autant recevoir des excuses pour la méprise qu'avaient faite les policiers à la recherche de pilleurs de caves. L'Inspection Générale des Services, la «police des policiers» enquête. Nul doute que les flics auteurs de cette bavure ne seront pas inquiétés, après les déclarations encourageantes de la dernière campagne contre la «violence» de M. Bonnet et consorts. Entre les colères du RPR armées jusqu'aux dents, et des flics surexcités, décidément, les nuits ne sont pas sûres !

Communiqué

(Extraits)

Mercredi 8 février, le peloton d'élèves gradés (futurs caporaux appelés du 76 R I stationné à Vincennes) effectue un parcours d'évasion dans le cadre de la fin de leurs classes. Le parcours consiste à sortir (s'évader en fait) d'un château en ruines par des couloirs obscurs, sans se faire prendre. Il faut noter que les jours précédents, les élèves gradés ont effectué les pires exercices (parcours du risque) sans aucune mesure de sécurité évidemment (...)

Des évadés, perdus dans les couloirs des bâtiments, se firent prendre par le sergent-chef et deux sergents. Celui-ci les déshabilla entièrement, les mains appuyées contre le mur et les jambes écartées. Le sergent-chef continua son scénario, humiliant les élèves par des gestes et des paroles : le sumum fut atteint lorsqu'il introduisit le manche en bois d'un couteau dans l'anus d'un des soldats, prétextant qu'à cet endroit «pouvait être cachée une allumette» (dixit le sergent-chef). Après cet acte ignoble, il posa la lame de son couteau sur les testicules d'un autre soldat, lui expliquant : «N'aie pas peur, je ne te les couperai pas».

Nous, soldats, dénonçons ces actes intolérables. Il faut briser le silence qui entoure ces pratiques !

Demandons une enquête publique sur cette affaire ! Exigeons la démission du sergent-chef responsable du peloton et ses adjoints !

Des Appelés du 76 R. I.

Silence scandaleux autour de décès dûs à la méningite

Il y a 15 jours, 2 enfants de 4 et 5 ans sont absents à l'école maternelle de la Cayolle, quartier populaire de Marseille. Une institutrice apprend par hasard chez un pharmacien que les 2 enfants sont morts de méningite cérébro-spinale. Les enfants sont morts à l'hôpital, le service d'hygiène de la préfecture était donc parfaitement au courant ; malgré cela la directrice n'est pas prévenue. Bien plus, lorsque les enseignants demandent la fermeture de l'école, il faudra plusieurs jours pour l'obtenir. Elle sera d'ailleurs réouverte trois jours plus tard sans qu'aucune désinfection n'ait eu lieu. Aucune information, aucune consigne ne sont données aux parents et au personnel enseignant, mais les pharmacies reçoivent directives de laisser le bactium en vente libre. Alors c'est l'affolement des

familles entières absorbent différents remèdes dangereux sans aucun contrôle médical. Officiellement, il fallait garder le silence pour ne pas créer de panique. Deux autres enfants du quartier St Loup et du quartier Nord, des banlieues ouvrières sont morts aussi dans le même silence scandaleux. Et puis tout est rentré dans «l'ordre». Quatre enfants sont morts, d'autres étaient en danger, mais qu'importe à la bourgeoisie, il s'agit d'enfants de travailleurs, entre autres d'enfants d'immigrés !

L'an dernier à Marseille une école des quartiers chics a fermé immédiatement ses portes lorsqu'on s'est aperçu qu'il y avait quelques poux sur la tête de quelques enfants. La discrimination qui est faite est tout aussi criminelle que révoltante !

Corr. Marseille

Gaz meurtrier

ON REPARLE DE LA FATALITÉ

Après la catastrophe du 16^e arrondissement de Paris se pose la question des causes et des responsabilités.

Presqu'aussitôt après les explosions, la presse faisait de lourds sous-entendus et parlait d'engins, et si les termes «terrorisme» et «attentats» n'ont pas été employés, ils étaient au bord des micros !

Après l'hystérique campagne contre la violence et le terrorisme orchestrée par Peyrefitte et Bonnet pour la presse aux ordres, les causes du sinistre, dans ce quartier bourgeois semblaient toutes trouvées ! Une polémique entre les pompiers et les responsables du Gaz de France se déclenchait : les premiers accusent le gaz, les autres gardant toutes réserves quant à la nature et à l'origine de la première déflagration...

Un ingénieur GdF déclarait : «Je suis affirmatif, il n'y a eu aucune, vraiment aucune odeur de gaz signalée dans la journée». Pourtant le gardien d'un immeuble voisin de ceux où s'est produit la catastrophe déclarait avoir alerté les services du Gaz de France le matin à 7 h 30, suite à une odeur de gaz qui planait dans les parkings. Les techniciens repartaient sans rien noter d'anormal, malgré leur matériel sophistiqué ! Mais les faits pourraient bientôt démontrer le contraire et confirmer le sentiment d'habitants du quartier.

L'hypothèse d'un glissement du terrain conjugué au mauvais état des conduites souterraines se confirme. Certains habitants du quartier affirment en effet avoir constaté de légers affaissements depuis qu'en 1972 des bâtiments de l'usine Peugeot en contrebas ont été démolis. Quant au réseau de tuyauteries souterraines, GdF a beau affirmer son parfait état, rien n'est moins sûr. Selon certains témoignages, les conduites dateraient de 1952. Et les contrôles entrepris sont insuffisants,



Chirac s'est précipité sur les lieux. La mairie de Paris a fait diligence pour apporter de l'aide aux sinistrés : la droite compte de nombreux électeurs dans ce quartier.

souvent effectués dans des conditions (effectifs insuffisants notamment) qui ne permettent pas qu'ils soient rigoureux et efficaces, dans ce véritable gruyère qu'est le sous-sol parisien comme celui des grandes agglomérations, avec ces inextricables enchevêtrements que constituent les égouts, le métro, les réseaux d'électricité, d'eau, de gaz, de téléphone...

La conception même du réseau rend toute coupure immédiate de gaz impossible. Pour une fuite, la méthode la plus généralement employée consiste à percer un trou en aval et un en amont de la fuite et gonfler un ballon en caoutchouc ! La direction GdF semble être contrainte de reconnaître certains faits : «Il est certain qu'il y a eu fuite de gaz... des techniciens ont effectué des mesures après que du gaz ait été réintroduit dans la conduite suspecte. Ces mesures ont permis de révéler l'existence d'une rupture. Une rupture qui était imprévisible (!) et qui reste inexplicable (!). La fuite s'est produite à trois

Une liste déjà lourde

1971, à Auch, une explosion de gaz dans une construction récente : 14 morts, 17 blessés.

1971, le 21 décembre, explosion dans une tour à Argenteuil : 13 morts

1973, 1^{er} juin, quatre appartements étroits par une explosion à Perpignan : 7 morts.

1974, 30 novembre, explosion dans un bâtiment de la cité Lagny à Dijon : 4 morts, 6 blessés, 21 familles sinistrées

1978 : à Caen le 23 janvier : 2 morts. A Evreux le 15 février : un mort.

Sans compter les multiples accidents qui entraînent des blessures plus ou moins grandes.

mètres de profondeur, sous un égout, ce qui explique que le gaz ait ensuite cheminé par les égouts et les caves des immeubles».

On appelle encore la fatalité à la rescousse quand le poids des responsabilités se fait trop lourd à supporter ! Et pourtant ! un réseau vieillot qui se

cache derrière des termes techniques ronflant comme «réseau maillé», «réseau MP», des opérations de spéculation immobilière, des équipes aux effectifs insuffisants, des travaux de sous-traitance faits à la va-vite, telle est la réalité, non seulement dans le 16^e mais aussi dans nombre de quartiers parisiens !

Voici l'intérieur d'un des immeubles de la rue Raynaud.



Monique Guémann mutée à Nanterre

Par décret publié au Journal Officiel dimanche, Monique Guémann a été mutée au Tribunal de grande instance de Nanterre. Le 28 novembre, elle avait été suspendue : elle s'était élevée, en cours d'audience, contre les circonstances de l'extradition de l'avocat allemand Klaus Croissant. Le 14 février, Peyrefitte avait décidé que Monique Guémann, qui était premier substitut du procureur de la République à Draguignan, et par ailleurs vice présidente du Syndicat de la Magistrature, serait rétrogradée et mutée. Il n'a pas laissé traîner !

Cette sanction a suscité dès jeudi dernier, une cessation de travail dans de nombreux tribunaux. Samedi après midi, le Syndicat de la magistrature organisait une manifestation de solidarité avec Monique Guémann, à Draguignan même, avec le comité de soutien qui s'est créé sur la ville.

Elections cantonales partielles (Val de Marne)

LES CHANTAGES AU SEIN DE LA GAUCHE

«Georges Marchais, propose l'union, François Mitterrand fait élire la droite», tel est le titre qui a remplacé, à la Une de l'Humanité Edition de 5 heures, un compte rendu triomphaliste sur le meeting PCF de Bordeaux : au deuxième tour de cantonales partielles dans le Val de Marne, les résultats sont parlants : deux conseillers généraux PCF avaient été invalidés. Au premier tour, ils auraient tous les deux gagné, en pourcentage, sur l'élection de 76. Mais le scrutin de dimanche 19, inversait les choses : Nicole Gaxand gagnait d'extrême justesse : 7 voix d'avance, tandis que Claude Roméo était battu de plus de 1 200 voix par le candidat de droite «le comte d'Ormesson».

Or, au premier tour, Roméo dépassait la majorité, si l'on additionne les voix de la gauche. C'est donc bien le report des voix du PS, qui s'est mal fait... Fiterman accuse : «Il n'a pas été possible d'obtenir un désistement clair et sans équivoque du candidat socialiste».

Plus, il affirme que des responsables PS sont à

l'origine «d'une provocation» contre Roméo, que le candidat PS a refusé de venir à un meeting, et que c'est dans la localité du Val de Marne dont le maire est PS que le PCF recule le plus ! Le PS aurait donc fait voter pour le comte d'Ormesson...

La réponse du PS, par la bouche de Claude Estier : le PC ne peut à la fois réclamer le désistement pour une telle élection et ne pas l'accepter pour les élections législatives de mars !

Pas de démenti de la part du PS donc au contraire, une justification de ce qui est de toute évidence, un moyen de pression, de Mitterrand pour le 12 mars.

Depuis plusieurs semaines, le PCF fait campagne pour que pas une voix ne lui manque au premier tour. Il compte bien se servir de ces voix pour faire pression sur le PS, pour la suite (deuxième tour, constitution du gouvernement...). Par ailleurs le dernier sondage de l'Express indiquait précisément que la victoire de la gauche n'est possible que si le PC se désiste pour le PS chaque fois que le PS est mieux placé que lui. L'élection partielle de Chennevières met en évidence pour le PCF le danger qu'il pourrait y avoir pour lui, à maintenir sa menace de non-désistement, sous la pression de laquelle le PS n'est guère décidé à céder pour l'instant.

A l'appel du comité UOPDP d'Ivry-Vitry

RÉUNION PUBLIQUE
mardi 21 février à 20 h 30
école MAKARENKO, rue Camille BLANC à Vitry

avec les candidats
Rodriguez René et
Afanassieff Catherine

INFORMATIONS GENERALES

Mauvais temps

SITUATION DIFFICILE DANS PLUSIEURS DÉPARTEMENTS

De nouvelles victimes, avec la vague de froid qui sévit, surtout dans le Nord du pays : dans la Seine Maritime, un homme de 78 ans a été saisi par le froid, alors qu'il était sorti sur sa terrasse. Dans les Alpes, des avalanches ont blessé plusieurs personnes, également dans les Hautes Pyrénées.

L'aéroport Roissy-Charles de Gaulle a été fermé dimanche entre 10 h 30 et 14 h.

Mais c'est en Normandie que les chutes de neige, inhabituelles et abondantes, ont provoqué le plus de perturbations, en particulier sur la RN 26 entre Rouen et Amiens : 400 véhicules étaient immobilisés. Dès dimanche matin, les Ponts et Chaussées n'avaient plus ni sable ni sel. L'armée et des entreprises privées devaient être mises à contribution. Des axes restent interdits (en particulier entre Le Havre et Fécamp).

Dans l'Orne, des fils téléphoniques se sont effondrés sous le poids de la neige. Deux des trois lignes de haute tension qui alimentent le département de la Manche ont été endommagées. Presque toutes les communes du Cotentin sont privées d'électricité. De nombreuses



Tout le monde, ce week-end, n'a pas eu le plaisir de faire le pitre au pied de la Tour Eiffel.

voies ferrées sont bloquées.

Les préfectures de Meurthe et Moselle, de Meuse et de Moselle ont suspendu pour lundi le

ramassage scolaire : l'état des routes est trop dangereux. Même chose dans l'Eure, à cause des coupures de courant qui affectent 250 000 personnes.

Prise d'otage à Chypre

UNE ACTION ETRANGERE A LA RESISTANCE PALESTINIENNE

La prise d'otage effectuée à Chypre et qui a duré tout le week-end s'est terminée par des affrontements sanglants entre un commando égyptien et la garde nationale chypriote, et finalement la reddition des pirates de l'air.

C'est samedi à 11 h que ceux-ci, à l'hôtel Hilton de Larnaca, où se tenait une conférence de l'OSPAA (organisation de solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique) assassinaient Youssef El Sebai, directeur du journal égyptien *Al Ahram* et prenaient ensuite en otage dix-huit personnalités participant à la conférence. Ils obtinrent un avion. Après avoir fait le tour des capitales du Proche-Orient, l'avion revenait à Chypre dimanche soir. C'est alors que sans prévenir le gouvernement chypriote, — donc au mépris de la souveraineté de la République de Chypre — un avion militaire égyptien débarquait un commando d'intervention. Celui-ci aurait eu une douzaine de

morts au cours d'affrontements avec la garde nationale chypriote qui voulait s'opposer à cette opération alors que la reddition des deux pirates était négociée. Les autres membres du commando égyptien (une trentaine) ont été faits prisonniers. Bien entendu, la presse, la radio, et la télévision n'ont pas manqué d'attribuer ce détournement à un commando «palestinien» : on expliquait qu'El Sebai avait accompagné Sadate dans son voyage en Israël et que des «extrémistes» s'étaient promis d'abattre tous les participants à ce voyage. Ce thème a d'ailleurs été utilisé par le gouvernement égyptien qui a organisé dimanche des manifestations contre la Résistance Palestinienne pour faire approuver les mesures d'expulsion qu'il avait prises à l'encontre de l'OLP. Il faut pourtant remarquer que les dirigeants de l'OLP étaient parmi les otages.

Dans un communiqué,

condamnant l'opération qui a conduit à la mort de Sebai, l'OLP a dénoncé «ceux qui sont derrière cette opération et qui mêlent le nom de la Palestine à des actes aussi barbares» ajoutant : «Cette opération correspond aux plans des sionistes.»

En effet, la réponse de l'OLP, pour isoler Sadate et combattre sa politique de capitulation, consiste à travailler à une nouvelle unité arabe anti-impérialiste et à intensifier la lutte armée sur le territoire national de la Palestine occupée. En témoigne l'annonce dimanche d'un attentat à l'université hébraïque de Jérusalem qui a fait un mort. Selon l'agence Waffa, il s'agit d'une application «des instructions données par le commandement militaire palestinien aux combattants de l'intérieur et destinées à accentuer les opérations militaires contre les objectifs militaires et stratégiques de l'ennemi.»

Tiers-Monde

CONTRADICTIONS CROISSANTES

La semaine dernière s'est tenue à Sidney en Australie, une conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, d'Asie et du Pacifique. Cette conférence a critiqué la politique de la CEE consistant à restreindre ses importations du Tiers Monde. Le gouvernement australien a appuyé cette position et a menacé les pays du Marché commun de représailles économiques. Dans le communiqué final, les douze chefs de gouvernement ont «pressé les principaux pays industrialisés de mettre en pratique leurs multiples promesses de libéraliser rapi-

dement le commerce mondial.»

Ce n'est pas dans ce sens que va un texte de Cheysson, chargé de la coopération au commissariat de la CEE, dans la perspective du renouvellement de la Convention de Lomé (convention liant la CEE à cinquante deux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) en 1980. Pour Cheysson, prévoir comme c'était largement le cas dans la première convention, un libre accès du Tiers Monde au Marché des Neuf serait «hypocrite ou irresponsable». Il propose que lorsqu'un pays du Tiers Monde veut cons-

truire une usine, de textile par exemple, ce pays demande la permission à la Communauté. Si un pays installe une industrie sans l'autorisation de la CEE, celle-ci pourrait alors prendre des mesures protectionnistes de «sauvegarde». On voit donc qu'à la veille de la renégociation de Lomé, face aux pays d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique qui posent de nouvelles revendications, les pays européens durcissent leur attitude.

Mais au fait, Cheysson n'est-il pas au PS ? Cela promet... Il est vrai qu'il a dit cela en tant que technocrate européen.

Ethiopie

Carter tente de reprendre du pied

Aaron, l'envoyé spécial de Carter a rencontré Mengistu, le Chef du DERG éthiopien samedi. Les entretiens auraient été «francs et corrects» et pourraient prélever à une relance des relations entre l'Éthiopie et les États-Unis, Carter s'inquiétant de l'influence prépondérante qu'y prend actuellement l'URSS. Aaron a assuré que les USA ne fourniraient pas d'armes à la Somalie, et qu'ils soutenaient l'Éthiopie en ce qui concerne la question de

l'Uganda. On pourrait envisager désormais l'échange d'ambassadeurs, les postes étant actuellement vacants et Carter pourrait rembourser au DERG les fournitures militaires qu'il a refusé de lui livrer l'année dernière.

Carter et le vice-président Rodriguez ont reconnu au cours d'entretiens avec des hommes d'affaires américains l'engagement de troupes cubaines en Éthiopie, alors que, pendant des mois, ils ont prétendu officiellement

qu'il n'y avait que «quelques dizaines de médecins». Ils ont cependant continué à nier que des pilotes cubains participaient aux combats dans la Corne de l'Afrique et qu'ils soient remplacés par des pilotes soviétiques à Cuba. Castro a déclaré : «Ce n'est pas nouveau que des instructeurs soviétiques travaillent dans nos forces armées. Nous en avons tantôt plus, tantôt moins, suivant nos besoins.»

Dans la bataille, avec les candidats de l'Union Ouvrière



Philippe RENAHY
Libraire

Âgé de 31 ans, marié, père de famille, Philippe Renahy habite Lille, où il anime aujourd'hui le «Librairie populaire» dans le quartier de Wazemmes, actuellement en proie à la rénovation. C'est dans sa région d'origine, la Franche Comté, qu'il s'est engagé dans le combat révolutionnaire : en tant que militant,

Nord 2^e circonscription

syndicaliste et ouvrier, il y a dirigé ou soutenu de nombreuses luttes. Il a activement participé à la grande lutte des Lip en 1973, y développant les positions et l'initiative révolutionnaires face aux partis de gauche, pour la réembauche de tous et la reprise de l'usine.
Depuis quatre ans, il poursuit à Lille et dans sa région le combat révolutionnaire.

Suppléante Michèle CALONNE Enseignante

29 ans, mariée, Michèle Calonne enseigne dans la région lilloise depuis plusieurs années. Militante anti-impérialiste, elle rejoint les marxistes-léninistes en 73. Elle participe activement au soutien des luttes des travailleurs en particulier dans le quartier de Wazemmes.

Charbon, métallurgie, textile, les trois piliers sur lesquels le Nord avait bâti son industrialisation sont en pleine crise. A Lille en 15 ans 6 000 emplois ouvriers ont disparu. La région dépeint plusieurs records en France : pour la pénibilité du travail, le chômage, la mortalité infantile, l'anarchie urbaine, la pollution des eaux. La vie dans

Les tristes records du fief de Maurois

les usines, les hauts fourneaux, les mines font qu'on meurt plus tôt ici qu'ailleurs en France. Le Nord est sous-équipé en logements, en téléphones, en lits d'hôpitaux. Tristes performances, vécues à plus d'un titre par les travailleurs de cette circonscription lilloise qui enferme tout le cœur de la ville. Wazemmes, Moulins, vieux quartiers ouvriers menacés par la rénovation côtoient les «ensembles neufs» mais déjà délabrés du Sud, et les îlots d'habitations bourgeoises. Dans une ville où 60 % des logements datent d'avant 1914, on comprend que le cadre de vie soit une des principales préoccupations des Lillois. Les habitants des quartiers vétustes vivent dans la peur constante de l'expropriation qui les attend tous, tôt ou tard. Le métro urbain que Maurois compte bien prendre comme prétexte à la rénovation, accroît encore la menace. Ils seront alors refoulés à la périphérie et iront rejoindre ceux qui vivent entassés, dans le bruit infernal de l'autoroute. Les rocadés ne manquent pas ici. Le député maire Pierre Maurois cumule des mandats locaux et régionaux avec sa responsabilité de numéro deux du PS. Il avait pourtant cru bon de prêter serment à son prédécesseur, sur son lit de mort, qu'il

ne cumuleraient pas les mandats ! A Lille beaucoup estiment que c'est l'autoritaire Notebart président de la communauté urbaine qui s'occupe des affaires de la Ville. Maurois n'en partage pas moins la responsabilité d'une politique municipale axée sur une rénovation particulièrement destructrice et sur le mépris des aspirations des travailleurs. Symbole, avec le futur métro urbain, de la dilapidation du budget municipal le Diplococcus, énorme trou destiné à accueillir une non moins énorme tour de bureaux à une date indéterminée. Pour ce trou béant, c'est un quartier populaire qui en tout cas a été détruit. Pour améliorer son image de marque, Maurois n'hésite pas (quand il est là) à aller serrer la main des ouvriers d'Usinor, histoire de faire une bonne photo pour Nord-Demain, le journal de la mairie. Dans la même feuille une photo où il serre une autre main, celle de Willy Brandt. Assez habile pour ne pas ériger l'Allemagne en modèle, le journal remarque tout de même qu'elle «a réussi à freiner l'inflation, nous pourrions y parvenir aussi»...

Face à Maurois, qui RPR présentera un maître-assistant, le tentera sans illusion de reprendre un siège perdu en 73.

et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne



Gabrièle GUILLERMAIN
Ouvrière du textile

57 ans, issue d'une famille ouvrière du Nord, elle travaille depuis l'âge de 13 ans en filature comme nombre de femmes de sa génération. C'est dans sa jeunesse, quand le capital envoyait encore des enfants suer sang et eau, qu'elle a vécu 36, immense espoir soulevé dans la classe ouvrière. En 46, elle se lance dans la bataille syndicale contre un patronat paternaliste et répressif, et adhère au PCF. Dès lors, sa vie se confond avec les luttes du prolétariat roubaïen. Licenciée de Carrois, où elle est déléguée, pour fait de grève, puis de la hiature de Beaumont dans les mêmes conditions, licenciée de Dazin pour constitution d'une section syndicale, et de Masuret lors de la dernière restructuration, elle anime aujourd'hui sa section syndicale à Sartelys où elle a dirigé une lutte l'an dernier.

Au sein du PCF, elle a mené la lutte contre sa dégradation, contre la ligne bourgeoise qui s'y est imposée. Quand elle acquiert la conviction que ce parti où elle a milité vingt ans est devenu, irrémédiablement un parti bourgeois, elle rompt avec lui en même temps que tous les camarades de sa cellule. Malgré toutes les pressions, elle poursuit alors le combat révolutionnaire, participe à la fondation du premier cercle marxiste-léniniste dans le Nord. Elle est membre du Comité Central de PCR depuis sa fondation.

Suppléant Maurice BOUDAULE Educateur

Maurice Boudaule, éducateur, à Hem. Il milite sur le front culturel en animant le théâtre du Printemps qui joue actuellement Octobre.



R. WYCHOWANOK
Ouvrier du textile

H. Wychowanok est issue d'une famille ouvrière du textile, émigrée de Pologne. Par les contacts qu'il a pu conserver avec ce pays, il a particulièrement ressenti ce que sont en réalité, les régimes capitalistes d'Etat des pays de l'Est, du type de celui que voudrait instaurer le parti de Marchais.

Ouvrier à La Lainière de Roubaix, il participe activement aux luttes contre les licenciements et le blocage des salaires.

Militant communiste, il est estimé pour son dynamisme et sa détermination.

Suppléante Carole DAVID

Le textile à Roubaix : une exploitation qui dure depuis plus de 100 ans...

Nord 7^e et 8^e circonscriptions



Le quartier de l'Alma-Grâce à Roubaix

300 000 habitants sont répartis dans la 7^e et 8^e circonscriptions du Nord qui regroupent les communes de Croix, Watrelos, Hem, Lys-les-Lanoy, Villeneuve d'Ascq et la vieille cité ouvrière de Roubaix. Cette capitale de l'industrie textile a été divisée par un savant découpage électoral. Roubaix, comme Tourcoing sa sœur jumelle, a toujours été dominée par la métropole administrative, intellectuelle et culturelle que représente Lille. Cette domination s'est vue confirmée par l'accession de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing au rang de métropole régionale et la concentration à Lille de toutes les fonctions de direction. Cette situation de parent pauvre s'explique surtout par la composition sociale de Roubaix. Une population ouvrière que l'industrie textile emploie de génération en génération dans une des plus puissantes concentrations de filature et de tissage de laine et de coton. Principalement, les groupes Agache-Willot, Prouvost-Masurel, Philibar, D.M.C., La Lainière de Roubaix. A l'industrie textile sont venues s'ajouter de grosses entreprises de vente par correspondance comme dans toute la France, La Redoute, Les Trois-Suisses, Damar. La réalité quotidienne des Roubaïsiens, c'est donc l'exploitation dans les bagnes capitalistes et aussi le chômage. Au rythme annuel de 1 000 à 2 000 suppressions d'emplois, l'industrie textile se restructure progressivement à coup de chômage par-

tiel, de dégraissage d'effectifs, de fermetures d'unités. Les trois groupes dominants tendent à réduire l'importance de leurs usines, quitte, s'il le faut, à confier aux petites entreprises roubaïsiennes qui ont résisté à la crise ou à des entreprises étrangères un travail de sous-traitance. Les grands trusts se sont ainsi débarrassés de productions trop soumises aux aléas du marché ou à la concurrence étrangère. En plus, en ne conservant que des unités indépendantes qui n'excèdent pas 2 000 personnes, le risque pour le groupe est moindre d'être paralysé par une grève. Le prolétariat du textile a été divisé par tous les moyens : par l'appel à une main-d'œuvre venue des mines, par l'emploi de travailleurs immigrés (qui composent les équipes de nuit) représentant 20 % des travailleurs du textile résidant à Roubaix. Les jeunes ouvrières entre 16 et 18 ans le plus souvent, qui sont employées dans les grandes entreprises de vente par correspondance, doivent, à des cadences infernales, emballer, étiqueter. Elles ne bénéficient pas de la stabilité de l'emploi. Au rythme des saisons et des commandes, Les Trois-Suisses, et La Redoute licencient ou réembauchent, signent ou résilient des contrats à durée limitée.

C'est sur ce prolétariat surexploité que traditionnellement, le PS a établi sa domination électorale, tout au moins à coups de promesses ou d'opérations de prestige comme le stadium nord de Villeneuve d'Ascq qui voit toujours ses 30 000 places désespérément vides. Largement appuyés par le patronat du textile, les socialistes se sont surtout illustrés dans les opérations de rénovation urbaine. Les baisses d'effectifs dans le textile sont allées de pair avec la destruction d'une partie des logements de Roubaix. La population roubaïsienne a été ainsi refoulée dans les ZUP de Watrelos et de Villeneuve d'Ascq ; contrainte à des transports particulièrement coûteux et - dans une région sous-équipée. La première ligne de métro prévue évite soigneusement Roubaix et se contente de relier Lille à Villeneuve d'Ascq. Cette dernière commune est bien à l'image de la ville que nous promettent les élus PS. Une ville nouvellement construite, composée à la fois de cités dortoirs et de maisons pour couches moyennes, abritant en plus le campus universitaire.

UN FIEF DE LA GAUCHE

Les dernières municipales ont vu la rentrée en force de la gauche dans toutes les villes de l'agglomération. Ainsi, les deux circonscriptions sont dominées par le PS et le PCF qui, en outre, dirigent le conseil régional, la communauté urbaine, les HLM, etc. Lors des dernières élections, une génération de «jeunes lousps» a surgi pour redorer le blason des deux partis de gauche. L'exemple le plus significatif est celui de Caudron, maire de Villeneuve d'Ascq, la trentaine, dirigeant local du CERES ; il avait fait avec Maurois le texte de synthèse au dernier congrès. Il se présente comme suppléant de Prouvost (maire de Roubaix), dans la 7^e circonscription. Dans la 8^e, Faugaret, nouvel élu du PS à la mairie de Watrelos, est candidat en remplacement de Clerambeaux. Desmulliez et Clérambeaux ont fait les frais de cette rénovation de façade qui ne se passe pas toujours en douceur. Pour le PC, il en va de même. Joseph Ansart, frère de Ansart (du B.P.) est évincé au profit de Renar dans la 7^e circonscription, un permanent dans la lignée du XXII^e congrès. Deux circonscriptions très convoitées... Diligent, pour la droite, tentera de ravir la 8^e circonscription. Quant à la 7^e, treize candidats sont annoncés. Le PS et le PC risquent, dans ces conditions, de se retrouver seuls en liste pour le deuxième tour.

Defrenne, Stain, Lob, trois usines occupées

Les deux usines Defrenne de Roubaix et Leers, qui font partie du groupe Schlumpf, sont occupées depuis plus d'un an. La détermination des travailleurs et leur mobilisation constante sur la ville ont été renforcées tout récemment, par le refus du tribunal de procéder à l'expulsion. Si, aujourd'hui, les enjeux de la lutte sont confus (par exemple, influence de Lip pour créer une coopérative), la lutte des ouvriers de Defrenne est le symbole, à Roubaix, du refus des fermetures. Il y a une quinzaine de jours, à l'annonce de la fermeture de leur entreprise métallurgique, les travailleurs de Lob, à Hem (80 personnes) ont immédiatement occupé l'usine et organisé la popularisation. Depuis deux mois, les carnets de commande étaient pleins et les cadences allaient bon train. Mais la bourgeoisie entend sacrifier Lob dans le cadre d'une restructuration. A l'usine Stain, qui dépend de l'Alstom, les travailleurs n'ont pas attendu les promesses de l'Union de la gauche. La grève avec occupation en est à sa septième semaine ; pour les 2 400 F par mois, le 13^e mois et les 40 heures par semaine, la direction se montre intransigeante. Plus que jamais, la question de ne pas laisser ces luttes isolées est à l'ordre du jour pour faire plier la bourgeoisie.

Avec les sidérurgistes d'Usinor



Laurent GRISEL
Ouvrier

Âgé de 26 ans, Laurent Grisel habite Coudekerque Branche. Après avoir travaillé d'abord comme tireur de câble, il a été rapidement confronté à la dure réalité du chômage sur Dunkerque. Puis, comme beaucoup de jeunes, il a travaillé dans plusieurs entreprises de la ville et a suivi un stage de formation professionnelle.

Militant communiste révolutionnaire, il développe un travail important sur les problèmes de la santé, notamment contre les conséquences des feux continus, contre la médecine des patrons. Il participe à la lutte pour la sauvegarde de l'environnement au sein du Comité Anti-pollution de Dunkerque.

Suppléant

Michel DUHAMEL
Employé de l'Éducation Nationale

Michel Duhamel, 24 ans, habitant à Grande-Synthe, a travaillé comme électricien sur les plateformes de forage pétrolier en mer ainsi qu'à Usinor. Aujourd'hui maître-auxiliaire, il enseigne l'électricité dans un CET. Militant communiste actif, il a soutenu les luttes des travailleurs d'Usinor comme celle de la Mataggo en octobre 76, et ceux de la CMP.

La 11^e circonscription est une des plus peuplées du Nord : de 1968 à 75 l'agglomération de Dunkerque est passée de 160 000 à 250 000 habitants. Dunkerque est devenue en effet le seul pôle de développement

Nord 11^e circonscription

dans le Nord. Drainant la main-d'œuvre chassée du bassin minier et des industries textiles de la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing, Usinor (10 000 ouvriers) et Creusot-Loire, les Chantiers navals (propriété du baron kidnapé) et les activités portuaires, mais aussi les industries métallurgiques (CFEM, Vallourec) et les industries alimentaires (Lesieur, Coop) rassemblent des milliers d'ouvriers. Cette industrialisation se poursuit avec l'extension du Port Ouest jusqu'à Gravelines et par la pétrochimie avec la construction d'un vaporaqueur.

Mais le temps est loin où l'embauche à Usinor donnait l'espoir de la sécurité de l'emploi. La sidérurgie est touchée de plein fouet par la crise. Depuis 75 on ne compte plus les jours chômés à Usinor. Dans la réparation navale, en pleine restructuration, Flandre-Industrie licenciée, Béliard réduit les horaires. Les conditions de travail s'aggravent : à Béliard, 450 accidents en 10 mois.

Lors de la grève de 1975 à Usinor-Dunkerque, les femmes des grévistes ont participé activement au soutien, malgré les oppositions du PCF.



aux Chantiers de France plusieurs dizaines par mois. Les revenus des ménages ouvriers sont parmi les plus bas de la région en raison du sous-emploi des femmes. Et les quelques entreprises où elle sont employées ferment comme Texac. A Font-Vieille, à Pruniqué, les femmes et les jeunes sont les premiers touchés par les licenciements. Au total, Dunkerque compte 6 000 chômeurs, dont les 2/3 sont des femmes.

Largement responsable de cette situation, la droite espérait qu'un partage de la circonscription en deux lui permettrait d'avoir un élu. Mais, faute de ce redécoupage, Prouvost, maire de Dunkerque n'a d'autre ambition que de réaffirmer son influence dans sa ville, face au député sortant, le socialiste Denvers. Depuis plus de 15 ans, ce vieillard de 73 ans qui cumule des quantités de mandats, personnalité, comme président de la Communauté Urbaine de Dunkerque, les choix économi-

ques de la bourgeoisie. Ainsi, maire de Gravelines, il a accepté l'implantation d'une centrale nucléaire qui doit par tranches successives devenir la plus grosse centrale nucléaire du monde avec 10 000 MW. Danger pour la flore et la faune marine (sur 300 km², la mer sera littéralement stérilisée) et pour l'énorme concentration de population voisine. Sous la pression des comités anti-pollution de la région il a néanmoins été obligé au moins verbalement d'émettre des «réserves» sur la future extension de la centrale. Sa désignation a été l'objet d'une lutte sévère avec la tendance CERES dont Carême est une personnalité. Maire de Grande-Synthe, son prestige d'ancien ouvrier d'Usinor a pris de sérieux coups ; tandis que les travailleurs s'entassent dans de vastes cités-dortoirs sous-équipées il a fait construire à grands frais un «Palais du littoral» parfaitement inutile.

Et récemment il vient d'interdire toute attribution nouvelle d'HLM aux travailleurs immigrés !

Vu l'âge de Denvers la personnalité de son suppléant doit retenir l'attention : il s'agit de Tirmarche, maire de St-Pol sur Mer, aujourd'hui socialiste après avoir été au PCF en 1966. Ce passé et celui de Denvers, vieux routier de la SFIO, expliquent que le PS ait tout fait pour écarter le PCF des municipalités qu'il détient.

Le PCF ne se prive pas d'attaquer le PS sur ce point. Surtout, il fait un énorme battage sur les nationalistes, présentées comme un avenir radieux pour les ouvriers d'Usinor. Propagande qui a de la peine à convaincre les anciens mineurs qui ont connu 44-47. D'autant que dans ce bague capitaliste où on compte près de 90 accidents mortels depuis la création de l'usine en 1962, le PCF est largement responsable de l'échec de nombreuses luttes menées contre le chômage partiel, les bas salaires ou la sécurité. En 74, il s'est ainsi opposé aux revendications des hauts-fourneaux qui refusaient de monnayer leur vie contre des primes. Aujourd'hui la section CGT contrôlée par le PCF se prépare à mieux «encadrer» les travailleurs d'Usinor, en faisant éclater les syndicats d'usine en quatre syndicats de secteurs.

C'est au contraire en s'appuyant sur les aspirations nouvelles manifestées par les travailleurs d'Usinor, en dénonçant l'aggravation des conditions de vie et de travail dans cette région que le comité local de l'UOPDP mènera la bataille politique.

INTERNATIONAL

Grève des mineurs aux Etats-Unis Carter menace

En organisant lui-même des négociations entre les syndicats des mineurs et son secrétaire d'Etat au Travail, le président Carter s'est engagé directement dans le conflit. Dans un discours prononcé vendredi, il a affirmé qu'il fallait absolument que ces négociations aboutissent : «L'avenir des syndicats, l'avenir d'un réel processus de négociations, l'avenir de l'industrie du charbon et de la prospérité de notre nation dépendent du succès de ces négociations.»

Bien qu'il s'en défende, Carter pourrait décider l'application de la loi Tarif Harley qui permet de réquisitionner les mineurs au bout d'un délai de quelques jours : or cette échéance tombe au milieu de cette semaine. Carter, qui a déjà pris des mesures anti-grève en organisant des transports d'urgence de charbon et en les faisant garder par la troupe, risquerait gros sur le plan de son prestige en affrontant directement les mineurs.

Cette grève, la plus longue de toute l'histoire des Etats-Unis, est largement soutenue par tous les travailleurs, mais aussi par d'autres couches populaires. Dans l'Etat de la Virginie de l'Ouest, Etat minier où 1 400 mines sont en grève, la plupart des petits commerçants ont consenti un crédit illimité aux grévistes.

Italie : 10 000 femmes manifestent

Une manifestation de 10 000 femmes contre le viol a eu lieu dans les quartiers populaires de Rome à la suite du viol d'une jeune femme par un médecin. Le PCI a refusé d'y participer, sous prétexte qu'il voulait manifester «contre toute violence».

Les femmes, parties d'Allerone, au sud de Rome, ont longuement défilé dans le quartier pauvre de Tuscolano. Selon les premiers témoignages, le cortège a été victime de provocations fascistes, tandis que la police chargeait très durement et lançait des grenades lacrymogènes contre les manifestantes.

Namibie

Alors que Botha, représentant du régime de Prétoria, a quitté les négociations au sujet de la Namibie annexée par le régime raciste, Nugoma, dirigeant de la SWAPO (Organisation de lutte du peuple de Namibie) a déclaré que l'Afrique du Sud voulait faire de la Namibie un nouveau bantoustan et qu'il était prêt à poursuivre des conversations directes avec les Etats-Unis.

Afrique du Sud : la France construit un port au Transkeï

Le Transkeï est un bantoustan que l'Afrique du Sud a fait accéder à une fausse indépendance. Il est dirigé par un fantoche africain, Matanzima. Depuis sa pseudo-indépendance en 1976, aucun Etat hormis Prétoria bien entendu, n'a reconnu le Transkeï. Les pays africains préconisent son boycott économique comme celui de l'Afrique du Sud. Or, la société française «Les Grands Travaux de Marseille» va financer et construire un port à Mugazana, au Transkeï : il s'agit du plus important contrat signé depuis la pseudo-indépendance du bantoustan.

Encore une affaire que la gauche, si elle parvient au pouvoir, n'abandonnera sans doute pas.

Sud Liban

Selon des informations en provenance de Beyrouth, un village du Sud-Liban, Meis el Jabal, a été occupé par les sionistes samedi. Après avoir prolongé une route jusqu'au village ils auraient cerné celui-ci avec une dizaine de blindés et auraient perquisitionné dans les maisons du village.

Iran : manifestation à Tabriz

A Tabriz, seconde ville d'Iran, plusieurs centaines de musulmans ont manifesté contre le régime fasciste du Shah samedi. Les manifestants ont incendié de nombreux bâtiments officiels. On dénombre six morts et une centaine de blessés.

Zimbabwe

«DES TRACTATIONS NULLES ET NON AVENUES»

Déclaration de Robert Mugabe, président de la ZANU et co-dirigeant du Front Patriotique, à propos du soi-disant «règlement intérieur».

«L'accord constitutionnel récemment annoncé entre le chef rebelle Ian Smith et Sithole, Muzorewa et Chirau est une trahison montée par les forces réactionnaires et destinée à enrayer le processus révolutionnaire dans notre pays. Nous considérons ces tractations comme nulles et non avenues et refusons d'en tenir compte, sauf en ce qu'elles enlèvent les derniers doutes sur le rôle joué par Sithole et Muzorewa et leur opportunisme politique. Par ces tractations, ils se sont révélés sous leur vrai jour au peuple engagé dans un processus inéluctable de destruction du système dont cette clique ne constitue qu'une partie. Ces tractations les ont clairement rejetés dans le camp de l'ennemi, transformant leur image politique en celle d'ennemi principal aux côtés de Ian Smith.

Toute personne colla-

borant avec l'ennemi et le système malfaisant que nous combattons en vue de sa destruction doit pleinement accepter les conséquences de son action : notre guerre de libération ignore la couleur de la peau. Un ennemi, qu'il soit noir ou blanc, reste un ennemi : il doit être combattu et anéanti.

Le choix maintenant est le suivant : soit se tenir aux côtés de l'ennemi et être détruit avec lui, soit s'en démarquer en rejoignant les forces démocratiques ou, tout au moins, en se tenant à l'écart. Notre guerre continuera jusqu'à la victoire.

Ce que nous trouvons très curieux et inacceptable, c'est l'acquiescement empressé du gouvernement britannique au règlement interne. Ce règlement a été manigancé entre des parties sans représentativité pour négocier et il est inutile de créer des équivoques à son sujet : il doit être purement et simplement rejeté comme une trahison.

Notre point de vue demeure que les seules négociations constitutionnelles pouvant me-



Les dirigeants du Front Patriotique : Robert Mugabe (à gauche), Joshua Nkomo (à droite). Au centre : Samora Machel.

ner à un accord doivent se conformer aux trois exigences suivantes :

- 1 - Elles doivent reposer sur les aspects positifs des propositions anglo-américaines ;
- 2 - Elles doivent s'engager entre les seules forces suivantes : d'un côté la Grande-Bretagne et ses laquais, de l'autre le Front Patriotique en tant que représentant du peuple. Seules, ces forces peuvent négocier, car elles seules ont le pouvoir de mettre fin à la guerre ;

3 - De telles négociations doivent reconnaître que, dans la situation de guerre menée par le peuple pour sa libération, un processus clair et irréversible est nécessaire pour arriver à la paix. La seule garantie de son caractère irréversible est le transfert total du pouvoir politique et militaire au peuple, représenté par sa direction révolutionnaire, le Front Patriotique.

Robert MUGABE,
Bruxelles, le 17 février.»

A l'approche de sa conclusion

LA CONFÉRENCE DE BELGRADE BLOQUÉE

● La conférence de Belgrade, destinée à faire le bilan de la conférence d'Helsinki sur la sécurité en Europe de 1975, devait se terminer à la mi-février. Le 16, elle a abouti à une impasse, l'URSS et les pays qu'elle domine refusant un accord sur un texte commun. Un texte de compromis présenté par la France ne semble pas pouvoir faire l'unanimité.

C'est sur la question des Droits de l'Homme, point sensible du régime de Brejnev et utilisée comme

arme contre celui-ci par l'administration Carter qu'officiellement les discussions achoppent. Le

but des réunions actuelles n'est plus, en principe, de discuter, mais de rédiger des textes faisant le bilan de la conférence. Cette rédaction est impossible étant donné que les discussions n'avaient guère abouti au mois de décembre.

Dans la nuit du 15 au 16, la délégation soviétique et celles des pays de l'Est se sont retirées d'un groupe de travail sur les échanges Est-Ouest. Vorontsov, chef de la délégation de l'URSS, a menacé de claquer la porte de la conférence.

L'URSS exige la signature d'un bref communiqué final au lieu des longs documents prévus qui auraient fait état des divergences. Il s'agit pour l'URSS, soit d'obtenir ce communiqué qui donnerait l'illusion d'une réussite de la Conférence, soit de rejeter sur les Occidentaux la responsabilité d'une rupture.

Vendredi, les Soviétiques proposaient un communiqué d'une longueur de dix pages, qui évitait presque toute allusion à la question des Droits de l'Homme, aux échanges Est-Ouest et à la liberté

d'information. Ce projet a été critiqué très violemment par le délégué américain Goldberg.

Le même jour, le délégué français déposait un projet qui prétendait faire la «synthèse» de tous les autres projets. Il fait allusion, multipliant les formules édulcorées, à la question des Droits de l'Homme mise en avant par les Occidentaux. Il reprend certaines formules de l'URSS également. Le délégué danois, parlant au nom de l'ensemble des autres pays de la CEE, a rejeté ce projet français. Les délégués de l'Est ont envisagé de le mettre à l'étude. Mais *L'Humanité* de samedi accusait Giscard d'«entraver un bon déroulement de la conférence» en collusion avec les Occidentaux.

Une séance plénière devrait se tenir lundi alors qu'aucun programme n'est prévu pour cette semaine. Quelle que soit la conclusion formelle de la conférence de Belgrade, il semble de plus en plus difficile désormais que l'URSS puisse beaucoup s'en prévaloir pour propager l'illusion de la «détente», comme après Helsinki.

Irlande

Vendredi, un attentat à la bombe contre un hôtel restaurant de Belfast a fait douze morts et de nombreux blessés. Il a été immédiatement attribué par les fascistes et l'armée britannique à l'IRA, sans qu'on puisse savoir si elle l'a vraiment revendiqué. Cet attentat a servi de prétexte aux troupes d'occupation britanniques pour déclencher une campagne de dénonciation et une chasse à l'homme contre les patriotes irlandais.

Chine : réunion de l'Assemblée nationale populaire

Selon l'Agence Chine Nouvelle la cinquième Assemblée nationale populaire chinoise doit se réunir le 26 février. Elle doit prendre connaissance de différents rapports sur la situation économique et politique et pourvoir un certain nombre de postes vacants en ce qui concerne le personnel dirigeant de l'Etat.

PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 20 février

TF 1
 18 h 25 - Pour les jeunes
 18 h 55 - La passagère
 19 h 15 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Sinbad le Marin. *Film américain 1946*
 22 h 25 - Giorgio de Chirico
 23 h 15 - Journal

A 2
 15 h 55 - Aujourd'hui magazine
 17 h 55 - Fenêtre sur...
 18 h 25 - Isabelle et ses amis
 18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 45 - Les six jours d'antenne 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Spécial législatives 1978. *Georges Marchais-Peyrefitte*
 21 h 35 - Racines
 22 h 25 - Bande à part
 22 h 55 - Journal et fin

FR 3
 18 h 35 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 40 - Scènes de la vie de province
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - La bataille des Ardennes. *Film américain*
 23 h 45 - Journal et fin

Mardi 21 février

TF 1
 18 h 00 - A la bonne heure
 18 h 25 - Pour les jeunes
 18 h 55 - La passagère
 19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 40 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Spécial événement
 21 h 45 - Les halles, la Marne et le Canotier. *Variétés*
 23 h 15 - Journal et fin

A 2
 17 h 55 - Fenêtre sur...
 18 h 25 - Isabelle et ses amis
 18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Les six jours d'antenne 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Les dossiers de l'écran. *Le triangle des Bermudes. Film américain.*
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3
 18 h 35 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Scènes de la vie de province
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Croc-blanc. *Film italo-hispano-Français*
 22 h 10 - Journal
 22 h 25 - Réussite. *Citroën, portrait d'une entreprise de points*

21 février à la Mutualité (Paris)

UN MEETING CONTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Le collectif national d'initiative de la campagne nationale contre l'impérialisme français (14 rue de Nanteuil, Paris 15^e), organise un rassemblement mardi 21 février à la Mutualité à Paris, avec un spectacle, des stands et des expositions anti-impérialistes.

Dans son appel, le collectif déclare notamment :

La lutte contre l'impérialisme français, indissociable de la lutte des travailleurs en France, est à l'ordre du jour. Nous appelons tous les démocrates, tous les militants à se mobiliser :

- pour la reconnaissance du droit de vivre et de travailler au pays face aux plans patronaux de restructuration et d'abord le refus de tout licenciement.

- pour le soutien aux luttes des travailleurs notamment dans les filiales de sociétés à l'étranger et en particulier pour le droit à s'organiser librement.

- pour l'égalité des droits entre travailleurs français et travailleurs immigrés, et d'abord pour l'abrogation de toutes les mesures discriminatoires comme les «mesures Stoleru», pour l'arrêt de toute expulsion y compris de façon déguisée (le «mil-

lion» du retour au pays) ; pour le soutien aux luttes des travailleurs immigrés et de leurs organisations ;

- pour la reconnaissance du droit à l'indépendance et à l'autodétermination dans les DOM-TOM.

- pour le refus des pactes militaires et le retrait de l'Alliance Atlantique.

- pour le refus de toute intervention militaire, notamment aujourd'hui au Sahara, pour la dissolution des unités d'intervention, des brigades spéciales, pour le retrait des troupes françaises d'Afrique et des autres parties du monde, pour l'arrêt des ventes d'armes.

- pour le refus du soutien aux régimes fascistes et néo-coloniaux et pour la dénonciation du rôle de la coopération.

- pour l'isolement économique de l'Afrique du Sud l'arrêt des investissements et des prêts, boycott commercial...

- pour l'application, sans aucune restriction, du droit d'asile, y compris dans les ambassades de France à l'étranger.

- pour le droit au travail et à la liberté d'expression des réfugiés politiques et pour le refus, quel qu'en soit le motif, de leur extradition.

- pour la non-ratification de la Convention «anti-terroriste» de Strasbourg, pour l'arrêt immédiat de la collaboration internationale des polices aux fins de répression politique.

400 BALS PAR JOUR EN FRANCE !

150 000 bals ont lieu chaque année en France, c'est à dire environ 400 par jour qui passe. Ces chiffres surprenants sont révélés par la SACEM (Société des Auteurs Compositeurs et Éditeurs de Musique) dans un livre qu'elle vient d'écrire «Les Bals en France». La SACEM est bien placée pour connaître le problème, car elle touche les droits d'auteurs après chaque manifestation.

Il faut vite rassurer ceux qui assimilaient les bals publics à une bonne œuvre quelconque des municipalités. En fait plus des deux tiers des bals sont des succès financiers et sont pour les municipalités (ainsi que pour les sociétés ou associations organisatrices) un excellent moyen d'arrondir leur trésorerie, tout en améliorant leur image de marque. L'étude de la SACEM rappelle que contrairement à ce que pourraient laisser entendre les journaux à sensation lorsqu'un bal «tourne mal» : moins de deux pour cent de ces manifestations sont perturbées par des bagarres ! Des bals, il y en a de toute sorte, ceux pour gens bien, un peu guindés, chers et passablement ennuyeux, les bals «popu» pour tous les âges, animés à l'échelon industriel par quelques orchestres spécialisés, il y a les bals bretons, les bals antillais, les bals de quartiers, les «tout p'tis bals» etc.

(Les bals en France. GIE «Musique et Promotion» Neuilly).

Pour la bataille politique de 78

ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom
 Prénom.....
 Adresse.....

Le Quotidien du Peuple
 Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
 Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
 Directeur de Publication : Y. Chevet
 Imprimé par IPCC - Paris
 Distribué par les NMPP
 Commission Paritaire : 56 942

Et l'acier fut trempé

71^e épisode

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

Pavel Kortchagine, qui nourrissait une certaine amitié pour Rita, la trouve chez elle avec David Oustinovitch.

Jurki allongea la main vers le téléphone.
 — Doucement, les gars, on n'entend rien ! cria-t-il à l'adresse des komsomols qui donnaient de la voix dans le bureau du secrétaire.

Le ton baissa de deux tons.
 — J'écoute. Ah, c'est toi ? Oui, oui, tout de suite. L'ordre du jour ? Toujours le même : la livraison du bois déchargé sur les quais. Comment ? Non, on ne l'a envoyé nulle part. Il est là. Le faire appeler ? D'accord.

Il fit un signe à Kortchaguine : « Oustinovitch le demande. » Et il lui passa l'appareil.

— Je te croyais absent. Ce soir, tout à fait par hasard, je suis libre. Viens me voir. Mon frère était de passage, je ne l'avais pas vu depuis deux ans.

Son frère !
 Pavel n'entendait plus ce qu'elle disait. Il se souvint à la fois du fameux soir et de la décision qu'il avait prise dans la nuit. Oui, il fallait passer chez elle et brûler tous les ponts. L'amour apportait beaucoup d'angoisse et de douleur. Était-ce le moment de s'y abandonner ?

La voix bourdonna dans le combiné :
 — Qu'est-ce que tu as, tu ne m'entends pas ?

— Si, si, je l'entends. D'accord, après la réunion de bureau.
 Il reposa l'appareil.

Il la fixait dans les yeux. La main crispée sur la table de chêne, il dit :

— Je ne pourrai sans doute pas continuer à venir te voir.

Il vit battre les cils épais. Le crayon de Rita arrêta sa course sur la feuille et se coucha immobile sur le cahier ouvert.

— Pourquoi ?
 — J'ai de plus en plus de mal à trouver du temps pour étudier. Nous sommes dans une passe difficile, tu le sais toi-même. Dommage, mais pour le moment...

Il s'écouta prononcer les derniers mots. Ils sonnaient faux.

« A quoi bon tourner ? Tu n'as donc pas le courage de te frapper droit au cœur ? »

Et il s'obligea à poursuivre :

De plus, je voulais aussi te dire depuis longtemps que j'apprends mal avec toi. Quand c'était Ségal, tout me restait dans la tête ; maintenant rien à faire. Je suis obligé chaque fois d'aller voir Tokarev pour qu'il m'explique. Ma caboche est trop dure. Tu devrais prendre un élève avec un peu plus de cervelle.

Il évita le regard inquisiteur de la jeune femme.

S'interdisant tout retour, il acheva obstinément :

— Done, ce n'est pas la peine que nous perdions notre temps ensemble.

Il se leva, repoussa doucement la chaise du pied et regarda de haut en bas la tête penchée, le visage pâli sous la lampe. Il mit sa casquette.

— Eh bien, adieu, camarade Rita. Je regrette de t'avoir fait perdre tout ce temps. J'aurais dû le dire tout de suite. C'est ma faute.

Rita lui tendit la main d'un geste d'automate. Stupéfaite de cette soudaine froideur, elle ne put que dire :

— Je ne t'en veux pas, Pavel. Puisque je ne suis pas arrivée à trouver la méthode qui te convenait et à me faire comprendre, je mérite pleinement ce qui m'arrive.

Les pieds de Pavel étaient de fonte. Il referma la porte sans bruit. En bas, il hésita : revenir ? avouer la vérité ? A quoi bon ? Pour recevoir en plein visage le choc d'un mot méprisant et se retrouver ici même, sous le porche ? Non.

Dans la ville, la vie suivait son train-train quotidien. Les cinq marchés grouillaient d'une foule bruyante. Deux préoccupations s'y confrontaient : vendre le plus cher possible, acheter le moins cher possible. Toute une gamme de filous déployaient en ces lieux les ressources de leur art. Ils furetaient en tous sens, par centaines, l'œil luisant de multiples reflets, hormis celui de la conscience pure. Comme la vermine dans le fumier, toute la lie de la ville accourait ici pour « carotter » quelque visiteur inexpérimenté. Les rares trains déversaient un flot d'hommes et de femmes chargés de sacs qui se dirigeaient vers les marchés.

Le soir, ceux-ci se vidaient, les ruelles prenaient un aspect sinistre avec leurs rangées noires d'éventaires et de baraques.

ELECTIONS SYNDICALES EN ESPAGNE (1)

● Les premières élections syndicales libres depuis plus de 40 ans sont en train de se dérouler. Elles dureront au moins jusqu'à la fin de février. Leur enjeu est de taille : il ne s'agit pas simplement de savoir qui, des révisionnistes des Commissions ouvrières ou des socialistes de l'UGT, va l'emporter, même si les premiers semblent avoir l'avantage.

Il s'agit surtout de savoir si, malgré les obstacles conjugués du gouvernement et des deux plus grandes centrales, le syndicalisme de classe, celui qui refuse le Pacte politique et social de la Moncloa, auquel ont souscrit tous les partis bourgeois de droite ou de gauche, celui qui se bat dans les usines, celui qui pratique la démocratie syndicale, en un mot le syndicalisme révolutionnaire, parviendra à consolider les brèches déjà ouvertes et à renforcer son influence. Et les premiers résultats indiquent, au bout d'un mois environ de processus électoral, que le gouvernement et les centrales réformiste et révisionniste n'ont pas réussi à marginaliser ce courant.

Le syndicalisme révolutionnaire, tous sigles confondus, représente aujourd'hui en Espagne plusieurs milliers de délégués et un pourcentage appréciable. C'est la force de demain.

Par Hélène VARJAC

COMME UN CHAMPIGNON APRES LA PLUIE

La physionomie du mouvement syndical a bien changé en quelques années. Au quasi-monopole reconnu aux Commissions Ouvrières longtemps clandestines, a succédé une grande division. L'UGT, l'Union Générale des Travailleurs qui était le plus ancien syndicat en Espagne, avait brillé par son absence pendant le fascisme. Soutenu par une puissante infrastructure internationale, vite légalisé, bénéficiant de la publicité des organes d'information et porté par les succès électoraux du Parti socialiste (PSOE), l'UGT a grandi comme un champignon après la pluie. Aujourd'hui, elle dispute l'hégémonie syndicale aux Commissions Ouvrières, sans y appartenir tout à fait.

UNE (GROSSE) COURROIE DE TRANSMISSION

Les Commissions ouvrières regroupaient sous le fascisme tous les militants combattifs, qu'ils soient du PC ou d'organisations révolutionnaires comme le PTE (Parti du Travail d'Espagne) et surtout l'ORT (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs).

En peu de mois, les Commissions ouvrières sont devenues,

par les manipulations d'appareil et le jeu trouble des exclusions, la courroie de transmission du Parti révisionniste de Carrillo. Cependant, elles bénéficient du prestige de la lutte contre le fascisme et de l'autorité morale de dirigeants locaux connus dans les masses pour leur passé antifasciste.

SOUS-MARINS EN ATTENTE

L'USO, prise en sandwich, n'a pas résisté longtemps à l'empoignade entre les deux « grandes » centrales. Une partie, la plus importante, a rejoint récemment l'UGT. Celle qui reste a du mal à se situer : certains disent à Madrid que l'USO est habitée par des « sous-marins » du PC, mais que pour l'instant celui-ci n'a pas intérêt à une collusion trop ouverte, encore moins à une fusion.

La grande centrale anarchiste, la CNT, garde encore, localement, un certain poids. Mais elle n'a pas appelé à participer aux élections : « Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place » disent les affiches appelant à refuser les élections syndicales. Mais malgré cette « consigne » il y a, notamment en Catalogne, certains

- Défaite du syndicalisme jaune
- Les commissions ouvrières (PC) prennent l'avantage
- La montée du syndicalisme révolutionnaire



délégués syndicaux CNT. Anarchie oblige !

LA MONTÉE DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

L'ORT a essayé pendant un certain temps de mener la lutte pour l'unité syndicale de classe dans les Commissions ouvrières. Leur transformation interne et la présence grandissante de l'UGT l'ont obligée à constituer le Syndicat Unitaire (SU) qui a, dès le début, disposé d'une grande implantation ouvrière et qui n'a cessé de se renforcer. Il existe également un autre syndicat, la CSUT, liée au PTE, créée postérieurement, et dont les positions, contre le pacte de la Moncloa par exemple, sont assez proches de celle du S.U.. Tous deux refusent la mainmise des deux grandes centrales sur le mouvement syndical et leur politique de collaboration de classe avec le pouvoir. Enfin, au Pays Basque, le courant nationaliste fait campagne sous le sigle de ELA STV.

Dans ce panorama syndical si complexe, les élections vont constituer l'heure de la vérité : non pas peut-être une mesure réelle de la force de chacun en raison des modalités du vote, mais certainement une indication de tendance.

TROIS MILLIONS D'EXCLUS

La bourgeoisie espagnole n'a pas perdu de temps à apprendre les ficelles des trucages électoraux. Les décrets concernant les élections sont un modèle du genre. Il est légal, par exemple, que les quelques 1 900 000 personnes travaillant dans les entreprises de 1 à 5 salariés n'aient pas le droit d'avoir un syndicat. Il est légal, par exemple, que le million et quelque de chômeurs ne puissent voter. A l'heure actuelle, des Commissions de chômeurs se développent un peu partout dans le pays et le SU y joue un rôle actif. Ainsi, une grande marche des chômeurs devait avoir lieu en décembre à

Madrid, mais elle a été ajournée par les deux plus grandes centrales, plus préoccupées des élections que de la lutte contre le chômage.

Il est légal aussi que les 700 000 ouvriers agricoles n'aient pas le droit de vote : au total, cela fait entre deux et trois millions d'ouvriers qui sont exclus des élections syndicales — soit 1/3 des salariés — et qui certainement ne voteraient pas pour les partisans du Pacte social de la Moncloa.

JAUNE COMME «INDÉPENDANT»

Comme si cela ne suffisait pas, l'UCD, le parti au pouvoir, a établi deux collèges distincts, un pour les ouvriers et un pour le personnel technique et administratif. Cette séparation, qui aurait pu éviter une dilution de la représentativité ouvrière, est en fait utilisée pour ressusciter un syndicat jaune, à la botte des patrons, avec les restes du défunt syndicat fasciste. La presse espagnole contient de grandes pages publicitaires avec



le mot d'ordre : «Vote Indépendant». Derrière l'«indépendance» l'apolitisme, la neutralité, s'embusque la droite nostalgique du fascisme, mais aussi le parti de Suarez. Des militants du parti de Blas Pinár, «Fuerza Nueva» (fasciste, responsable entre autres, du massacre d'Atocha, et de nombreux assassinats) ont été vus en train de coller des affiches indépendantes.

4 = 150

Comme cela ne suffisait toujours pas, l'UCD a panaché les systèmes électoraux : de 6 à 50 travailleurs, le vote se fait pour des délégués. De 51 à 250 travailleurs, le vote se fait pour un Comité d'entreprise avec listes ouvertes. A partir de 250 salariés, il se fait avec des listes bloquées, c'est-à-dire que les travailleurs doivent se prononcer sur un sigle, et non sur un individu. Il semble que cette modalité bénéficie surtout à l'UGT, qui dispose de beaucoup moins de cadres connus que les Commissions Ouvrières. Le résultat de ce panachage est, entre



autres, que dans certains endroits, il faut 4 voix pour un délégué, et dans d'autres entre 150 et 200. La tactique de l'UCD est claire : diviser pour régner.

Mais comme cela ne suffisait encore pas, l'UCD de Suarez a interdit toute information sur les élections et a engagé une procédure d'urgence... pour faire de nouvelles élections dans trois mois. Là, le tole a été général, même chez les patrons. Un représentant éminent de la CEDE (équivalent du CNPF) a déclaré : «Nous sommes les premiers intéressés à la clarification du panorama syndical, pour savoir avec qui négocier.»

Il faut dire que l'UGT, par la bouche de son secrétaire général, partage le même souci : «Que prétend faire le gouvernement ? Revenir à la situation de 76 avec 90 millions d'heures de travail perdues ?» Pour des raisons différentes, les travailleurs exigent que ces élections soient prises en compte. En fait, le gouvernement sera vraisemblablement obligé de faire marche arrière et de valider ces élections. Mais il continue à maintenir le doute de façon à voir comment évoluent les résultats. Encore un moyen de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier !

«CHIFFRES EN FOLIE»

Le début des élections a été marqué par une très grande confusion. Jusqu'à une date récente, le ministère du Travail s'est refusé à donner des chiffres et d'ailleurs, il n'a aucun moyen de les contrôler ! Les chiffres donnés par les centrales varient énormément : à la date du 31 janvier dernier par exemple, les Commissions ouvrières s'attribuaient 7 407 délégués et en donnaient 3 266 à l'UGT qui s'en attribuait 6 301 et en donnait 4 123 aux Commissions Ouvrières !

Néanmoins, la situation commence à se décanter. Les Commissions ouvrières ont l'avantage sur l'UGT, tandis que le Syndicat Unitaire, expression du courant révolutionnaire avec pour l'instant plus de 2 500 délégués, s'est vu reconnaître par les deux autres syndicats la 3^e place.



Demain : interview des responsables des différentes centrales